



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

EN AGRICULTURE, S'ENDETTER... ?

Les lois d'orientation agricole des années 1960-1962 ont marqué une étape importante de la politique agricole. Après la période de reconstruction de l'après-guerre, et dans un objectif de parité entre l'agriculture et les autres activités économiques, une politique de modernisation des structures agricoles a été promue. Elle visait à favoriser le développement d'exploitations moyennes, susceptibles d'utiliser au mieux les méthodes techniques modernes de production et de permettre le plein emploi du travail et du capital d'exploitation. En créant des exploitations « viables » et en augmentant la productivité du travail, on comptait donc améliorer les revenus agricoles et les porter au niveau de ceux des autres secteurs.

Une telle politique devait passer par des transformations structurelles. Mais l'aide à l'investissement n'apparaissait pas alors comme un instrument décisif pour atteindre ces objectifs. Les moyens financiers n'ont été définis que progressivement et la *bonification* des prêts ne s'est pas immédiatement dégagée comme solution privilégiée. D'autres formes d'aides à l'investissement, les subventions notamment, ont joué alors un rôle prépondérant. Les prêts bonifiés n'avaient d'ailleurs encore qu'une place limitée. En 1962, le coût de la bonification était seulement de 133 millions de francs. En 1980, il atteignait 5,5 milliards. Cette progression très marquée s'est déroulée à un rythme accéléré : + 91 % de 1965 à 1970, + 209 % de 1970 à 1974, + 202 % de 1974 à 1978 ⁽¹⁾.

Une aussi forte évolution résultait de la création — et de l'utilisation rapide — de nouveaux types de prêts bonifiés, mais aussi du principe même de la formule de bonification appliquée à l'agriculture. Ainsi, alors que les taux d'intérêt des prêts aux agriculteurs étaient bas et fixes sur toute la durée des prêts, le coût des ressources qui y étaient affectées augmentaient nettement durant la même période. En quinze ans, la bonification des prêts du Crédit Agricole est devenue la plus importante des aides de l'Etat à l'investissement en agriculture.

Dans ce contexte, marqué aussi par le début de la crise, fut mise en place en novembre 1976 une mission interministérielle (Agriculture, Finances) pour étudier l'efficacité de ces prêts bonifiés ⁽²⁾.

En nous insérant dans cette mission et en participant à ses travaux généraux ⁽³⁾, nous avons cherché à apprécier le rôle de l'instrument que constitue le crédit bonifié dans l'évolution des structures de production agricoles ⁽³⁾.

Pour ce faire, un rapprochement a été établi entre l'évolution des caractéristiques structurelles de groupes d'exploitations, repérés par des types d'endettement, et les objectifs de la politique agricole.

Cette démarche implique l'existence d'un Etat rationnel agissant de façon précise sur l'organisation sociale et étroitement articulé à l'institution qu'il a chargée de distribuer les prêts bonifiés, le Crédit Agricole Mutuel (CAM).

Certes, une part des crédits distribués par le CAM (prêts à moyen terme escomptables et à court terme) et sa structuration mutualiste lui assurent une certaine autonomie par rapport à l'Etat. Il constitue bien cependant l'instrument étatique de la distribution du crédit aux agriculteurs, car il détient le monopole des crédits bonifiés qui leur sont destinés et, de fait, le quasi monopole de la distribution du crédit ⁽⁴⁾. En 1979, le Réseau d'Information Comp-

⁽¹⁾ V. *Infra*, « "Priorité à l'agriculture" et sélectivité ». Les mesures prises en 1978 provoquent un ralentissement de cette progression.

⁽²⁾ V. D. GAGEY et P. LENOEL, Bilan de l'étude prioritaire sur l'efficacité des prêts bonifiés à l'Agriculture. *Bulletin interministériel pour la rationalisation des Choix Budgétaires* « RCB » n° 44, mars 1981.

⁽³⁾ V. Ministère de l'Agriculture, DGAF, SAF, Bureau RCB, Etude RCB sur l'efficacité des prêts bonifiés à l'Agriculture, *Rapport technique*, février 1980.

⁽⁴⁾ Rappelons sans insister que le CAM n'est pas seulement la banque des agriculteurs.

table Agricole (RICA) indique que 93 % des prêts en cours à long et moyen terme (LMT) des exploitations agricoles proviennent du CAM ⁽⁵⁾. C'est là une situation relativement récente puisqu'elle s'est mise en place depuis la dernière guerre.

Le problème ainsi posé, nous avons été amenés à insister sur le fait qu'aujourd'hui, produire en agriculture, c'est s'endetter et notamment s'endetter par le biais incitatif de la bonification. L'analyse détaillée des bénéficiaires de l'endettement est donc une condition nécessaire à la compréhension du mode de fonctionnement des types d'exploitations agricoles.

A cela deux raisons. L'une, de nature théorique ⁽⁶⁾, montre que l'autofinancement a une importance mineure et que le crédit bancaire, indépendant de l'épargne, joue un rôle moteur dans l'expansion de la production. L'autre résulte de l'étude menée : les exploitations non endettées ne connaissent dans leur ensemble aucun développement de production.

Mais s'endetter ne signifie pas uniquement s'endetter pour produire. Il est nécessaire d'étudier aussi en quoi l'endettement est lié à la transmission ou à la constitution d'un patrimoine, quelles sont les relations avec l'épargne, et comment, enfin, il peut servir à compenser un revenu monétaire trop faible.

Un tel raisonnement présente toutefois des limites ⁽⁷⁾. Il isole le crédit des autres aspects de la politique agricole comme les prix, mais aussi de l'intervention du capital agro-alimentaire... Ce faisant, il donne l'impression d'un crédit tout-puissant structurant le champ actuel et le champ futur de la paysannerie et reste muet sur le fait que le CAM est une banque qui vit aussi de l'intérêt des crédits qu'elle fournit.

Il paraît impossible d'intégrer ces divers éléments dans un système théorique général — la crise de ce type de démarche justifiant, d'ailleurs, cette réserve... Notre contribution a donc été de rendre disponibles des données sociales jusqu'à présent inaccessibles et dans un cadre qui restitue toute son importance à l'accès au crédit dans ses différentes modalités.

Ce texte ne fournit qu'une partie des éléments chiffrés. Ceux-ci sont présentés intégralement dans les publications dont on donne la liste en annexe. La période analysée est la décennie 1970-1980, marquée au début et à la fin par deux recensements généraux de l'agriculture. L'enquête par sondage de 1975 nous a permis de distinguer les années d'avant la crise des années ultérieures.

Le cadre d'analyse privilégié est le département. Ceux qui sont étudiés ont été choisis en fonction de leur capacité à représenter des situations différentes :

- les Côtes-du-Nord, département de forte intensification (lait, porc) ;
- l'Allier, zone de production extensive de viande ;
- le Cantal, département de montagne ;
- la Creuse, zone défavorisée ⁽⁸⁾.

La dimension départementale de l'action du Crédit Agricole par le biais des Caisses Régionales implique ce choix. Il permet par ailleurs d'apparier les données d'endettement auprès du CAM et les données des enquêtes de

⁽⁵⁾ V. A. BLOGOWSKI, La part du Crédit Agricole...

⁽⁶⁾ V. J. DENIZET, *Monnaie et financement dans les années 1980*. Paris, Dunod, 1982.

⁽⁷⁾ Nous n'aborderons pas ici l'analyse du rôle de la bonification en agriculture par rapport à celui qu'elle a dans d'autres secteurs de l'économie ni la comparaison des avantages respectifs des subventions à l'investissement et de la bonification. Ces points ont été partiellement traités dans les annexes du *Rapport technique*, (op. cit.).

⁽⁸⁾ Les départements de l'Oise (grandes cultures) et de la Sarthe (production mixte : lait et viande) n'ont été étudiés que sur les années 1970-1975.

structure, exploitation par exploitation ⁽⁹⁾. Dans chaque département, notre analyse porte sur un échantillon représentatif de l'ensemble des exploitations agricoles au sens des enquêtes « structures » du SCEES.

La notion de production utilisée est fournie par les statistiques agricoles : c'est une évaluation potentielle. Il s'agit de la *marge brute standard* (MBS), critère synthétique donnant un indice du volume d'activité potentielle de chaque exploitation ⁽¹⁰⁾. La MBS se distingue du revenu puisqu'elle est calculée par différence entre la production et les consommations intermédiaires affectables à chaque activité. Elle lui est cependant fortement liée, notamment à l'intérieur d'une même orientation technico-économique (OTEX). Cette *dimension économique* potentielle ne coïncide pas toujours avec la taille effective pour plusieurs raisons : écarts entre résultats individuels et norme moyenne, vieillissement des coefficients régionaux moyens des années 1972, 1973 et 1974 ⁽¹¹⁾ ; ainsi l'amélioration des rendements n'est pas prise en compte. La MBS est calculée en unités de compte européennes (UCE) ⁽¹²⁾. L'endettement est principalement analysé dans sa composante à long et moyen terme dont on détaillera les divers types de prêts (bonifié, non bonifié...). L'endettement à court terme (CT) est évoqué dans quelques situations seulement.

1. S'ENDETTER POUR EXPLOITER

1.1. LES EXPLOITATIONS NON ENDETTÉES

Nous avons signalé la liaison entre l'endettement et le développement de la production, mais l'endettement concerne inégalement les exploitations agricoles. Au début comme à la fin de la période concernée, le groupe des exploitations non endettées est numériquement important : il est généralement majoritaire en 1970 et représente encore en 1979 30 à 50 % des exploitations (tableau 1).

Tableau 1.
Proportion d'exploitations
non endettées^(a)
par département ^(b)
(en %)

| Départements | Années | |
|---------------------|--------|------|
| | 1970 | 1979 |
| Allier | 62 | 41 |
| Cantal | 50 | 34 |
| Côtes-du-Nord | 56 | 36 |
| Creuse | 60 | 50 |

Source : sauf exception, qui sera signalée, l'ensemble des tableaux repose sur le traitement des échantillons d'exploitations de l'étude.

^(a) Encours LMT nul aux dates considérées.

^(b) Situation au 31 décembre de chaque année.

Sauf indication contraire, les notes ^(a) et ^(b) sont également valables pour les tableaux suivants.

⁽⁹⁾ V. *Infra*, « Méthodologie ».

⁽¹⁰⁾ *La nouvelle classification communautaire des exploitations agricoles*, Brochure SCEES-INSEE, 1978.

⁽¹¹⁾ J.P. GIRARD, M. PROST, Nouvelles nomenclatures de classification des exploitations agricoles, *Economie Rurale* (152), nov.-déc. 1982.

⁽¹²⁾ *La nouvelle classification communautaire des exploitations agricoles*, *op. cit.*

Ces exploitations ⁽¹³⁾ disposent de structures faibles ; elles ne connaissent aucun développement ou disparaissent (tableau 2). Ainsi, l'essentiel des exploitations non endettées en 1970 (80 % environ) se scinde-t-il au cours de la décennie en deux groupes numériquement voisins (tableau 3). Le premier, de plus petite dimension économique au départ, disparaît. Le second reste non endetté et sa dimension, initialement faible, régresse.

Tableau 2.
Evolution
de la dimension économique
des exploitations
non endettées^(a)

| Départements | Années | |
|---------------------|--------|-------|
| | 1970 | 1979 |
| Allier | 4 711 | 4 191 |
| Cantal | 4 890 | 4 110 |
| Côtes-du-Nord | 3 496 | 3 859 |
| Creuse | 4 609 | 4 235 |

(a) La dimension économique est exprimée par la MBS et calculée en UCE 1973.
(Note valable pour les tableaux suivants).

Seule une minorité d'exploitations non endettées en 1970 accède à l'endettement pendant ces années. Leur dimension économique est nettement supérieure au départ à celle de la moyenne des non endettées. Dans l'Allier et les Côtes-du-Nord, ce sont surtout des exploitations reprises par un chef jeune.

Tableau 3.
Devenir des exploitations ^(a)
présentes en 1970,
selon qu'elles sont
ou ne sont pas endettées
à long et moyen terme
à cette date

La plupart des *exploitations non professionnelles* ne sont pas endettées. Mais les *exploitations professionnelles* non endettées — dont l'effectif décroît beaucoup en dix ans — représentent encore en 1980 près de la moitié de l'ensemble des non endettées (Allier, Côtes-du-Nord) ou davantage (Cantal, Creuse). Leurs chefs sont rarement retraités ou double-actifs. Si la classe d'âge la plus fréquente est celle des chefs d'exploitations de 55 à 64 ans, 10 à 15 %

ALLIER

| Situation 1970 | Exploitations | Non endettées | | | Endettées | | |
|----------------|------------------|-----------------------|---------------|-----------|-----------------------|---------------|-----------|
| | Effectifs (1) .. | 10 704 | | | 6 560 | | |
| Situation 1980 | Exploitations | Disparues depuis 1970 | Non endettées | Endettées | Disparues depuis 1970 | Non endettées | Endettées |
| | Effectifs (2) .. | 4 896 | 4 192 | 1 616 | 464 | 976 | 5 120 |
| | % (2/1) | 46 | 39 | 15 | 7 | 15 | 78 |

CANTAL

| Situation 1970 | Exploitations | Non endettées | | | Endettées | | |
|----------------|------------------|-----------------------|---------------|-----------|-----------------------|---------------|-----------|
| | Effectifs (1) .. | 6 224 | | | 6 320 | | |
| Situation 1980 | Exploitations | Disparues depuis 1970 | Non endettées | Endettées | Disparues depuis 1970 | Non endettées | Endettées |
| | Effectifs (2) .. | 2 608 | 2 064 | 1 552 | 624 | 1 072 | 4 624 |
| | % (2/1) | 42 | 33 | 25 | 10 | 17 | 73 |

(13) Pour cette population et celle faisant l'objet du § 2, cf. « Les oubliés du crédit ».

CÔTES-DU-NORD

| Situation 1970 | Exploitations | Non endettées | | | Endettées | | |
|----------------|------------------|-----------------------|---------------|-----------|-----------------------|---------------|-----------|
| | Effectifs (1) .. | | 22 200 | | | 17 736 | |
| Situation 1980 | Exploitations | Disparues depuis 1970 | Non endettées | Endettées | Disparues depuis 1970 | Non endettées | Endettées |
| | Effectifs (2) .. | 10 920 | 7 320 | 3 968 | 3 088 | 2 192 | 12 456 |
| | % (2/1) | 49 | 33 | 18 | 17 | 12 | 70 |

CREUSE

| Situation 1970 | Exploitations | Non endettées | | | Endettées | | |
|----------------|------------------|-----------------------|---------------|-----------|-----------------------|---------------|-----------|
| | Effectifs (1) .. | | 8 552 | | | 5 752 | |
| Situation 1980 | Exploitations | Disparues depuis 1970 | Non endettées | Endettées | Disparues depuis 1970 | Non endettées | Endettées |
| | Effectifs (2) .. | 2 960 | 3 944 | 1 648 | 848 | 1 288 | 3 616 |
| | % (2/1) | 35 | 46 | 19 | 15 | 22 | 63 |

(a) Les données de la fin de la période (structures et endettement) correspondent en général à la fin 1979 (époque du RGA 1979-1980). Pour l'endettement, on utilise parfois la situation à la fin 1980. Les données de structure correspondantes, bien que non actualisées, sont notées « 1980 ».

de ces exploitations ont des chefs de moins de 45 ans. Enfin, une fraction significative d'entre elles rassemble des exploitations de dimension moyenne (5 000 à 12 000 UCE) ⁽¹⁴⁾.

On peut décomposer comme suit le groupe des exploitations non endettées :

— une première composante rassemble des exploitants pour lesquels l'activité agricole est un appoint (retraités, pluriactifs). Leurs exploitations semblent être appelées à disparaître à court terme ou à rester en l'état ;

— un second groupe correspond à des exploitations de dimension plus importante. Elles sont demeurées le plus souvent complètement en marge du crédit. Leur avenir est très problématique dans la mesure où, d'après nos résultats, sans endettement, elles connaîtront peu d'évolution structurelle dans l'état actuel des choses. Cette situation peut être supportable pour les chefs les plus âgés. Les plus jeunes risquent d'avoir des difficultés à maintenir ces exploitations sur une longue période et en tirer un revenu satisfaisant.

Leur devenir dépendra largement d'une éventuelle redéfinition des modalités de financement dont ils sont pour l'instant écartés.

1.2. LES EXPLOITATIONS ENDETTÉES

1.2.1. Les seuils d'endettement

Il ne suffit pas à une exploitation d'être endettée pour connaître un accroissement important de production.

⁽¹⁴⁾ De un millier dans le Cantal, où elles sont le moins nombreuses, en 1980, à 2 600 dans les Côtes-du-Nord (cf. *infra*, p. 50, tableau 9). Une petite partie de ces exploitations peut être endettée auprès d'autres organismes financiers que le Crédit Agricole.

Ainsi la dimension économique des exploitations faiblement endettées en 1980 (encours inférieurs à 30 000 F, soit environ 30 % des endettées) est-elle proche de celle des exploitations non endettées.

Comme ces dernières, elles ne connaissent qu'une très faible évolution structurelle tout au long de la période étudiée. Leur pérennité n'est donc guère plus assurée.

Pour faire partie des exploitations agricoles de demain, les seuils d'endettement nécessaires paraissent plus élevés. Si l'on classe les exploitations pérennes selon le montant de leurs réalisations LMT cumulées de 1970 à 1980 (réalisations actualisées en francs 1980) ⁽¹⁵⁾, on constate bien que, plus le montant de réalisations s'élève, plus la dimension économique s'accroît ; mais des seuils apparaissent : seuls des endettements importants induisent un réel développement durant cette période. En-deça, l'avenir des exploitations semble sérieusement hypothéqué. Le niveau du seuil varie selon les départements. Il est particulièrement élevé dans l'Allier (plus de 500 000 francs 1980 sur dix ans, soit un encours de l'ordre de 200 000 F en 1980), plus faible dans le Cantal (plus de 100 000 F, soit environ 50 000 F d'encours en 1980) ; de même dans les Côtes-du-Nord au-delà de 200 000 F de réalisations (encours d'environ 120 000 F en 1980), les exploitations connaissent un développement beaucoup plus marqué (tableau 4).

Tableau 4.
Place relative
des groupes d'exploitations
situés au-dessus des seuils
de développement (en %)

| Départements | Proportion représentée dans l'ensemble | |
|---------------------|--|---|
| | des exploitations | des exploitations réalisant au moins un prêt de 1970 à 1980 |
| Allier | 14 | 23 |
| Cantal | 47 | 64 |
| Côtes-du-Nord | 34 | 47 |

Au-delà de ces seuils, le développement des exploitations s'accélère : celles qui ont réalisé plus de 750 000 F (francs 1980) au cours de cette décennie sont aussi celles qui se développent le plus tout en atteignant des niveaux d'encours élevés (autour de 500 000 F en 1980).

1.2.2. Endettement et dimension économique

La dimension économique des exploitations s'élève avec la classe d'encours (tableaux 34 et 35). A une classe de dimension économique peuvent cependant correspondre des situations d'endettement assez variées ⁽¹⁶⁾. Cela tient à ce que la relation entre endettement et dimension est complexe.

La majorité des exploitations qui ont accès au crédit ont un niveau d'encours modéré. Les classes dont l'encours est élevé rassemblent des pourcentages d'exploitations relativement faibles. Leur dimension économique supérieure leur permet de jouer un rôle important dans la production départementale mais les exploitations moins endettées ou non endettées continuent d'en assurer une part importante, variable selon les départements (tableau 34).

⁽¹⁵⁾ Cf. *infra*, p. 53, tableau 12.

⁽¹⁶⁾ En fonction par exemple de la répartition des populations endettées pour différents objets : achat de foncier, installation, investissement... éléments que l'on peut retrouver dans la structure de l'encours par objet (cf. tableau 37).

L'endettement se concentre fortement sur des groupes restreints d'exploitations. Le classement des exploitations endettées par décile fait ainsi apparaître que les 10 % d'exploitations les plus endettées représentent entre le tiers et la moitié des encours à LMT. A l'opposé, les 30 % les moins endettées disposent de moins de 5 % de l'encours (tableau 5).

Tableau 5.
Proportion de l'encours LMT global détenu par divers groupes d'exploitations, selon le volume de leur endettement moyen (en %)

| Exploitations Départements | 1970 | | | 1980 | | |
|-------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|
| | Les 30 % les moins endettées | Les 60 % moyenn. endettées | Les 10 % les plus endettées | Les 30 % les moins endettées | Les 60 % moyenn. endettées | Les 10 % les plus endettées |
| Allier | 4 | 57 | 39 | 3 | 52 | 45 |
| Cantal | 5 | 55 | 40 | 4 | 58 | 38 |
| Côtes-du-Nord | 4 | 56 | 40 | 3 | 59 | 38 |
| Creuse | 4 | 52 | 44 | 3 | 50 | 47 |

La concentration évolue peu sur la période. Les profils des courbes de concentration restent très stables. Un examen plus fin montre qu'entre groupes classés selon leur niveau d'encours, des mouvements d'exploitations ont lieu ⁽¹⁷⁾. La relation dimension-endettement n'en disparaît pas pour autant.

La concentration de l'endettement correspond d'abord à celle des financements surbonifiés et bonifiés (tableau 36).

Les autres instruments de crédit (prêts à taux plafonnés ou non bonifiés) jouent un rôle secondaire ou marginal (de 23 % de l'encours LMT pour les Côtes-du-Nord à 6 % pour la Creuse), très variable selon les départements et largement dépendant de la politique des Caisses régionales et de leur activité.

On observe une modification importante dans ces prêts ⁽¹⁸⁾. En 1970, on avait surtout affaire à des prêts à moyen terme escomptable (MTE) jouant un rôle proportionnellement plus important pour les exploitations peu endettées. En 1980, les prêts non bonifiés, apparus entre 1970 et 1980, représentent environ la moitié des financements autres que bonifiés. Ils sont davantage concentrés sur les exploitations les plus endettées.

Ainsi, à côté d'une forte minorité d'exploitations laissées pour compte par le crédit, la majorité de celles qui ont accès à l'endettement ont un niveau modéré d'encours. L'endettement — et d'abord l'endettement surbonifié et bonifié — se concentre fortement sur des « populations-cibles » de la politique agricole, celles qui, à ce titre, doivent assurer l'essentiel de la production agricole de demain.

Ces exploitations, bénéficiaires des principaux instruments de crédit bonifié ⁽¹⁹⁾, rassemblent entre la moitié et les deux tiers des exploitations endettées, selon les départements. Elles sont d'autant plus représentées que s'élève la dimension économique et, plus encore, le niveau d'encours (tableau 6).

⁽¹⁷⁾ Un travail en cours précisera les mouvements éventuels de populations au sein des exploitations endettées.

⁽¹⁸⁾ V. *infra* « "Priorité à l'agriculture" et sélectivité ».

⁽¹⁹⁾ On a retenu ici les exploitations bénéficiaires sur 1971-1979 de l'un au moins des prêts surbonifiés suivants : Foncier, Jeunes Agriculteurs, PSE (Prêt Spécial d'Élevage), PSM (Prêt Spécial de Modernisation).

a) Dimension économique

Tableau 6.
Exploitation endettées :
pourcentage^(a)
des bénéficiaires
d'au moins un prêt
surbonifié^(b) de 1971 à 1979

| Classe de MBS | < 5 000 | 5-12 000 | 12-25 000 | ≥ 25 000 | Ensemble |
|-------------------|---------|----------|-----------|----------|----------|
| Allier..... | 36 | 71 | 70 | 89 | 69 |
| Cantal..... | 30 | 59 | 70 | 84 | 59 |
| Côtes-du-Nord ... | 50 | 36 | 79 | 81 | 57 |
| Creuse..... | 51 | 55 | 76 | 65 | 61 |

b) Classe d'encours à LMT^(c)

| Classe d'encours | < 50 | 50-100 | 100-200 | 200-500 | ≥ 500 | Ensemble |
|-------------------|------|--------|---------|---------|-------|----------|
| Allier..... | 50 | 63 | 81 | 91 | 98 | 69 |
| Cantal..... | 42 | 52 | 76 | 100 | 100 | 59 |
| Côtes-du-Nord ... | 31 | 52 | 75 | 92 | 97 | 57 |
| Creuse..... | 44 | 71 | 87 | 87 | 100 | 61 |

(a) Ensemble des exploitations endettées de chaque classe = 100.

(b) Foncier, Jeune Agriculteur, PSE, PSM.

(c) En milliers de francs.

Ce sont plus particulièrement ces populations-cibles de la politique agricole qu'on va maintenant examiner.

2. S'ENDETTER POUR PRODUIRE

Sont présentés ici les groupes d'exploitations bénéficiant des deux intruments-clefs de la politique récente de modernisation des exploitations en matière de crédit : le prêt spécial d'élevage (PSE) et le prêt spécial de modernisation (PSM) attribué aux bénéficiaires d'un « plan de développement ».

Le PSE a été mis en place en 1973 pour remplacer et élargir le champ du moyen terme spécial « bâtiment d'élevage » qui datait de 1967. Le PSM, d'origine communautaire, a été utilisé en France à partir de 1974 ⁽²⁰⁾. Le développement de ces deux prêts fortement bonifiés a progressivement réduit le rôle des prêts à moyen terme ordinaire (MTO) bonifiés, qui couvraient antérieurement les divers besoins d'investissement des exploitations agricoles ⁽²¹⁾. De plus, dans la deuxième moitié des années 70, le PSE s'est vu progressivement écarté du financement des grosses dépenses d'investissement au profit du PSM.

2.1. LES PRÊTS SPÉCIAUX D'ÉLEVAGE

2.1.1. Accès aux PSE et évolution de la dimension économique

Pendant les premières années de la mise en œuvre de ces prêts, les PSE ont été distribués à des exploitations généralement de plus grande dimension économique que celles qui n'y ont pas eu accès tout en étant endettées. Les

⁽²⁰⁾ V. *infra* « "Priorité à l'agriculture" et sélectivité ».

⁽²¹⁾ On rencontre par ailleurs des exploitations peu endettées qui utilisent le moyen terme escomptable (sur ressources monétaires du CAM) pour des objets limités (tracteurs principalement). Ce prêt non bonifié a été longtemps d'un taux avantageux proche de celui du MTO.

bénéficiaires de PSE ont alors connu, sauf dans le Cantal ⁽²²⁾, un développement économique important, supérieur à celui des autres exploitations endettées. Mais ces prêts, progressivement modifiés par la concurrence des PSM, ont eu un effet moins net dans la seconde moitié des années 70. S'ils allaient toujours à des exploitations de plus grande dimension économique que la moyenne des endettées, ils tendaient à perdre de leur efficacité ailleurs que dans le département des Côtes-du-Nord et dans la zone de production laitière intensive du Cantal (tableau 7).

Tableau 7.
Dimension économique
des exploitations endettées,
selon qu'elles accèdent
ou non aux PSE

| Exploitations Départements | Avec réalisation de PSE de 1971 à 1975 ^(a) | | | Sans réalisation de PSE de 1971 à 1975 ^(a) | | |
|-------------------------------|--|--------|---------------------------------------|--|--------|---------------------------------------|
| | 1970 | 1975 | Variation 1975/1970 ^(b) | 1970 | 1975 | Variation 1975/1970 ^(b) |
| Allier | 11 300 | 16 300 | 144 | 11 400 | 12 900 | 113 |
| Cantal | 11 300 | 12 800 | 133 | 8 500 | 9 800 | 115 |
| Côtes-du-Nord | 13 400 | 18 100 | 135 | 8 400 | 10 400 | 125 |
| Creuse | 10 000 | 13 000 | 130 | 7 200 | 8 300 | 115 |

| Exploitations Départements | Avec réalisation de PSE de 1976 à 1979 ^(a) | | | Sans réalisation de PSE ^(d) de 1976 à 1979 ^(a) | | |
|--|--|--------|---------------------------------------|---|--------|---------------------------------------|
| | 1975 | 1979 | Variation 1979/1975 ^(c) | 1975 | 1979 | Variation 1979/1975 ^(c) |
| Allier | 15 800 | 16 600 | 105 | 13 100 | 13 500 | 103 |
| Cantal | 12 700 | 13 500 | 106 | 10 800 | 11 000 | 101 |
| - dont Planèze et Châtaigneraie | 10 200 | 12 600 | 123 | | | |
| Côtes-du-Nord | 17 400 | 22 800 | 132 | 11 200 | 12 600 | 113 |
| Creuse | 10 800 | 11 500 | 106 | 9 000 | 9 000 | 109 |

^(a) De 1971 à 1975 signifie du 1-01-71 au 31-12-75.

De 1976 à 1979 signifie eu 1-01-76 au 31-12-79.

(Note commune aux deux sous-tableaux et valable pour les tableaux suivants).

^(b) Base 100 en 1970.

^(c) Base 100 en 1975.

^(d) Ni de PSM.

2.1.2. Accès aux PSE et spécialisation

L'examen des bénéficiaires de ce prêt est un bon indicateur du choix ⁽²³⁾ ou de l'absence de choix du système de production dominant à l'intérieur d'un département.

⁽²²⁾ Dans ce département, les exploitations de la zone laitière intensive (Planèze et Châtaigneraie) partent d'un niveau de dimension économique assez bas mais l'augmentent sensiblement.

⁽²³⁾ Ce « choix » doit être compris comme le résultat des décisions prises par les différents groupes sociaux concernés par la restructuration de la production, parmi lesquels figure le Crédit Agricole.

On observe ainsi dans les Côtes-du-Nord (tableau 8) que les PSE ont joué un rôle actif dans le mouvement de spécialisation vers le lait ou vers le porc puisque les OTEX spécialisées renforcent considérablement leur poids dans chaque groupe de bénéficiaires.

Dans ce département, la majorité des PSE est allée à des exploitations orientées plus ou moins exclusivement vers la production porcine ⁽²⁴⁾ bien que

Tableau 8.
Exploitations qui réalisent au moins un PSE : effectifs classés selon les OTEX en 1970 et 1979 (Côtes-du-Nord)

| Exploitations réalisant au moins un PSE OTEX ^(a) | De 1970 à 1975 | | De 1976 à 1979 | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Situation 1970 | Situation 1979 | Situation 1970 | Situation 1979 |
| <i>Bovins spécialisation lait (411)</i> .. | 80 | 400 | 120 | 504 |
| <i>Autre élevage bovin laitier (412)</i> .. | 160 | 272 | 392 | 40 |
| <i>Porcs (51)</i> | 72 | 304 | 112 | 224 |
| <i>Herbivores partiellement dominants (71)</i> | 744 | 128 | 472 | 80 |
| Autres « poly-élevage » (72 + 82) | 1 072 | 1 280 | 520 | 736 |
| Agriculture générale et herbivores (810 + 819) | 184 | 32 | 0 | 0 |
| Autres ^(b) | 128 | 24 | 56 | 88 |
| Ensemble | 2 440 | 2 440 | 1 672 | 1 672 |

^(a) Les noms et les numéros des OTEX en italique sont issus de la nomenclature européenne des orientations technico-économiques en 21 postes ; les autres résultent de regroupements propres à l'étude.

^(b) Regroupe les OTEX nos 11, 12, 210, 219, 311, 319, 32, 42, 43, 44, 52, 61 et 62. (Notes valables pour les tableaux suivants).

Tableau 9.
Exploitations qui réalisent au moins un PSE : effectifs classés selon l'OTEX initiale (Côtes-du-Nord)

| Exploitations OTEX | Endettées en 1970 | | | Endettées en 1975 | | |
|--|-------------------|--|----|-------------------|--|----|
| | Ensemble | Qui réalisent au moins un PSE de 1971 à 1975 | | Ensemble | Qui réalisent au moins un PSE de 1976 à 1979 | |
| | | a | b | | b/a (%) | a |
| <i>Bovins spécialisation lait (411)</i> | 2 280 | 80 | 4 | 5 072 | 120 | 2 |
| <i>Autre élevage bovin laitier (412)</i> | 2 616 | 160 | 6 | 3 248 | 392 | 12 |
| <i>Porcs (51)</i> | 208 | 72 | 35 | 504 | 112 | 22 |
| <i>Herbivores partiellement dominants (71)</i> | 5 080 | 744 | 15 | 2 888 | 472 | 16 |
| Autres « poly-élevage » (72 + 82) | 2 824 | 1 072 | 38 | 2 432 | 520 | 25 |
| Agriculture générale et herbivores (810 + 819) | 2 528 | 184 | 7 | 728 | 0 | 0 |
| Autres | 2 200 | 128 | 6 | 2 256 | 56 | 2 |
| Ensemble | 17 736 | 2 440 | 14 | 17 128 | 1 672 | 10 |

⁽²⁴⁾ OTEX « Porcs » et dans une moindre mesure « Autres polyélevages » (système mixte lait-porc pour le département).

cette activité ne concerne qu'une minorité d'exploitants (tableau 9). Au début de chacune des deux sous-périodes étudiées, les pourcentages d'exploitations qui vont bénéficier de ce type de prêt sont beaucoup plus élevés dans les systèmes orientés vers les porcins.

Enfin la distribution des exploitations par OTEX en 1979 montre que, si un fort pourcentage d'exploitations porcines a disposé de PSE, les bénéficiaires de ces prêts sont peu représentés dans les OTEX laitières (tableau 10). On ne peut donc attribuer un rôle déterminant à ce type de financement surbonifié dans le mouvement de spécialisation vers le lait.

Tableau 10.
Exploitations qui réalisent au moins un PSE : effectifs 1979, classés selon l'OTEX initiale (Côtes-du-Nord)

| Exploitations | Ensemble | Dont endettées | Dont réalisant au moins un PSE de 1971 à 1979 | |
|---|----------|----------------|---|------------|
| | | | c | c/b (en %) |
| OTEX | a | b | c | c/b (en %) |
| <i>Bovins spécialisation lait (411) . .</i> | 10 056 | 6 616 | 936 | 14 |
| <i>Autre élevage bovin laitier (412) .</i> | 3 032 | 2 200 | 288 | 13 |
| <i>Porcs (51)</i> | 928 | 688 | 528 | 77 |
| <i>Herbivores partiellement dominants (71)</i> | 2 224 | 1 744 | 200 | 15 |
| <i>Autres « poly-élevage » (72 + 82)</i> | 3 488 | 2 776 | 1 480 | 53 |
| <i>Agriculture générale et herbivores (810 + 819)</i> | 1 488 | 792 | 0 | — |
| <i>Autres</i> | 5 664 | 2 272 | 264 | 12 |
| Ensemble | 26 880 | 17 088 | 3 696 | 22 |

Dans les autres départements, le mouvement de spécialisation induit par les PSE se confirme. Cependant, l'originalité du département des Côtes-du-Nord ressort dans la mesure où une production, minoritaire en 1970, s'y développe avec l'appui du CAM.

2.2. LES PRÊTS SPÉCIAUX DE MODERNISATION

Les PSM octroyés pour le financement des plans de développement ont connu un démarrage lent mais, à partir de 1979, le montant de réalisations annuelles dans ce type de prêt dépasse celui des PSE ⁽²⁵⁾. De conditions d'accès beaucoup plus strictes que ces derniers, les PSM ne touchent qu'un groupe d'exploitations plus restreint. Ce groupe est ainsi désigné comme devant être le noyau central des agriculteurs productifs.

Tableau 11.
Dimension économique, en 1975, des exploitations bénéficiaires de PSM sur la période 1976-1979, comparée à celle des endettées et des bénéficiaires de PSE

| Exploitations | Bénéficiaires de PSM | Ensemble des endettées | Bénéficiaires de PSE |
|-------------------------|----------------------|------------------------|----------------------|
| Départements | | | |
| Allier | 20 700 | 13 900 | 15 800 |
| Cantal | 12 700 | 10 500 | 12 700 |
| Côtes-du-Nord | 13 900 | 11 600 | 17 400 |
| Creuse | 15 800 | 9 100 | 10 800 |

⁽²⁵⁾ Au 31 décembre 1979, 13 790 exploitations seulement avaient bénéficié de PSM, alors qu'à la même date, les PSE avaient été distribués à quelques 150 000 éleveurs.

Les exploitations bénéficiant de ces prêts sont toujours de dimension potentielle nettement supérieure à celle de la moyenne des exploitations endettées d'un département (tableau 11).

Seul parmi les départements étudiés, celui des Côtes-du-Nord se signale par la distribution de PSM à des exploitations de dimension économique inférieure à celle des bénéficiaires des PSE (tableau 7). Dans le Cantal, les bénéficiaires de PSM sont sélectionnés de la même manière que les bénéficiaires de PSE, les dimensions économiques d'origine étant comparables.

L'effet de ces prêts sur le développement de la production des exploitations concernées est variable selon les départements : forte croissance dans les Côtes-du-Nord, légère augmentation dans la Creuse et le Cantal. Dans l'Allier, en revanche, il y a quasi-stagnation (tableau 12).

Tableau 12.
Evolution
de la dimension économique
des bénéficiaires de PSM
entre 1975 et 1979

| Départements | Années | | Variation 1979/1975 ^(a) |
|---------------------------------|--------|--------|---------------------------------------|
| | 1975 | 1979 | |
| Allier | 20 700 | 22 500 | 109 |
| dont OTEX « bovins-viande » ... | 22 800 | 21 900 | 96 |
| Cantal | 12 700 | 14 900 | 117 |
| Côtes-du-Nord | 13 900 | 20 800 | 50 |
| Creuse | 15 800 | 18 100 | 115 |

^(a) Base 100 en 1975.

Signalons que pour l'Allier la tendance moyenne observée recouvre des situations assez hétérogènes. A côté d'exploitations bénéficiaires de PSM qui se développent, il en est d'autres, et ce principalement parmi les producteurs de viande, qui connaissent une crise profonde, matérialisée notamment par un déstockage important en cheptel, mesuré ici par une diminution de la MBS. Nous trouvons donc ici des « PSM de crise » parfois attribués à des exploitations en situation critique dans certains départements.

De même que pour les exploitations ayant réalisé des PSE, les bénéficiaires de PSM se caractérisent par une spécialisation marquée des orientations de production.

Les PSM, censés prendre le relais des PSE en vue d'accroître la production des exploitations, répondent donc inégalement à cet objectif et on les trouve notamment associés à des situations de crise qu'ils n'ont pu enrayer

Tableau 13.
Montant de l'encours LMT
et surbonifié des
bénéficiaires de PSM en 1979
(en milliers de francs)

| Départements | Bénéficiaires de PSM | | Ensemble des endettées | |
|---------------------|----------------------|-----------------|------------------------|-----------------|
| | Encours LMT | Dont surbonifié | Encours LMT | Dont surbonifié |
| Allier | 361 | 324 | 143 | 88 |
| Cantal | 411 | 402 | 93 | 63 |
| Côtes-du-Nord | 428 | 340 | 122 | 67 |
| Creuse | 356 | 279 | 88 | 63 |

ou qu'ils ont eux-mêmes créées ⁽²⁶⁾. Par contre, l'endettement de ces exploitations, fortement bonifié, est toujours élevé. Le coût de ces opérations est donc important pour la collectivité (tableau 13).

3. S'ENDETTER POUR POSSÉDER

3.1. LE FONCIER

La terre est ambivalente. Elle est à la fois un outil de travail nécessaire et un objet de valorisation patrimoniale. C'est à ce titre que nous l'avons isolée de ce qui précède.

Les prêts fonciers datent dans leur principe actuel des années 1963-1965. Les réformes ultérieures n'ont pas fondamentalement changé l'objectif de la politique agricole : permettre l'accession à la propriété aux exploitations présentant des garanties d'avenir.

L'analyse des bénéficiaires des prêts fonciers fait apparaître que les exploitations qui ont recours à ces financements ont une dimension économique supérieure à la moyenne des endettées (tableau 14). Le Cantal, pour la deuxième période, fait seule exception.

L'accroissement de la dimension économique au cours de la décennie est le plus souvent supérieur à la moyenne mais les exploitations de l'Allier et de la Creuse sur la première période, et celles du Cantal sur la seconde ⁽²⁷⁾

a) Réalisation entre 1971 et 1975

Tableau 14.
Evolution
de la dimension économique
des exploitations
qui ont réalisé au moins
un prêt foncier
Comparaison avec
l'ensemble des endettées

| Départements | Années | | | Variation 1979/1970 ^(a) |
|---------------------|--------|--------|--------|---------------------------------------|
| | 1970 | 1975 | 1979 | |
| Allier | 12 400 | 15 600 | 15 600 | 126 |
| Cantal | 10 400 | 12 700 | 14 500 | 139 |
| Côtes-du-Nord | 10 300 | 14 200 | 16 500 | 160 |
| Creuse | 8 600 | 11 000 | 11 400 | 139 |

b) Réalisation entre 1976 et 1979

| Départements | Années | | | Variation 1979/1970 ^(a) |
|---------------------|--------|--------|--------|---------------------------------------|
| | 1970 | 1975 | 1979 | |
| Allier | 12 300 | 14 200 | 17 000 | 138 |
| Cantal | 8 200 | 9 500 | 9 500 | 116 |
| Côtes-du-Nord | 10 500 | 13 800 | 17 500 | 167 |
| Creuse | 8 300 | 11 300 | 15 900 | 192 |

⁽²⁶⁾ Cf. D. CAYLA, G. LIENARD, G. BAUD, J.F. BOUCHET, Modernisation des exploitations en zone fromagère des Savoies au cours d'une période difficile. *Bull. Tech. CRZV*, Theix, INRA, 1983, (52) 63-82 et D. AUBERT et al., *Le crédit dans une situation de crise*.

⁽²⁷⁾ Dans l'Oise, parmi les exploitations dont la surface en propriété s'est accrue entre 1970 et 1975, ce sont les plus grandes qui ont eu recours aux prêts fonciers mais l'évolution de leur dimension économique ne se distingue guère de celles des autres exploitations endettées.

c) Ensemble des endettées

| Départements | Années | | | Variation 1979/1970 ^(a) |
|---------------------|--------|--------|--------|---------------------------------------|
| | 1970 | 1975 | 1979 | |
| Allier | 11 000 | 13 900 | 14 400 | 131 |
| Cantal | 9 300 | 10 500 | 11 500 | 124 |
| Côtes-du-Nord | 8 900 | 11 600 | 13 800 | 156 |
| Creuse | 7 200 | 9 100 | 10 500 | 146 |

^(a) Base 100 en 1970.

ne suivent pas ce mouvement. Pour les deux premiers départements, les exploitations réalisant des prêts fonciers ont bien connu, dans la période où elles ont reçu ces prêts, un accroissement de dimension économique comparable à l'ensemble des exploitations endettées mais qui est ensuite restée au même niveau en 1975 et en 1979. Dans le cas du Cantal, les exploitations s'endettant en foncier sur 1976-1979 stagnent au niveau bas où elles se trouvaient en 1975.

L'évolution des superficies en faire-valoir direct est en revanche toujours plus importante pour les exploitations accédant aux prêts fonciers même si dans le Cantal, pendant la seconde période, leur superficie en propriété et leur superficie agricole utilisée sont inférieures à la moyenne des exploitations (tableau 15).

Une analyse plus fine de l'évolution des structures foncières des exploitations permettant de connaître les achats fonciers des exploitations, qu'elles aient ou non eu recours au financement spécifique de cet objet ⁽²⁸⁾, a pu être

Tableau 15.
Evolution de la surface
des exploitations
selon l'accès aux
prêts fonciers :
surface agricole utile (SAU)
et surface en propriété (FVD)

| Exploitations | | Surfaces (en ha) | SAU | | FVD | | |
|---------------|--|------------------|------|------|------|------|---------------------------------------|
| | | | 1970 | 1979 | 1970 | 1979 | Variation 1979/1970 ^(a) |
| Allier | Réalisant des prêts fonciers : - sur 71-75 | | 53 | 62 | 18 | 41 | 230 |
| | - sur 76-79 | | 55 | 77 | 22 | 41 | 190 |
| | Ensemble des endettées | | 48 | 62 | 18 | 30 | 170 |
| Cantal | Réalisant des prêts fonciers : - sur 71-75 | | 43 | 55 | 18 | 33 | 180 |
| | - sur 76-79 | | 32 | 43 | 13 | 22 | 170 |
| | Ensemble des endettées | | 36 | 43 | 18 | 20 | 110 |
| Côtes-du-Nord | Réalisant des prêts fonciers : - sur 71-75 | | 23 | 25 | 7 | 17 | 240 |
| | - sur 76-79 | | 22 | 27 | 7 | 15 | 210 |
| | Ensemble des endettées | | 20 | 23 | 7 | 10 | 140 |
| Creuse | Réalisant des prêts fonciers : - sur 71-75 | | 35 | 44 | 18 | 34 | 190 |
| | - sur 76-79 | | 40 | 62 | 15 | 38 | 250 |
| | Ensemble des endettées | | 32 | 44 | 18 | 26 | 140 |

^(a) Base 100 en 1970.

⁽²⁸⁾ Cf. D. AUBERT et al., *L'enquête foncière 1980...*

menée sur le seul département des Côtes-du-Nord. Elle confirme que l'achat de terres avec accès au crédit est le fait d'exploitations dont la taille, déjà plus élevée, s'accroît davantage sur la période étudiée que celle des exploitations achetant sans prêts fonciers (tableau 16).

Tableau 16.
Evolution
de la dimension économique
des exploitations pérennes
qui ont acheté des terres,
selon l'accès aux prêts
fonciers (Côtes-du-Nord)

| Exploitations | Effectifs 1970 | Dimension économique | | |
|---------------------------------|-------------------|----------------------|--------|---------------------------------------|
| | | 1970 | 1980 | Variation 1980/1970 ^(a) |
| Sans accès aux prêts fonciers . | 4 400 | 7 300 | 10 500 | 144 |
| Avec accès aux prêts fonciers . | 4 300 | 10 800 | 17 000 | 157 |
| Ensemble | 8 700 | 9 000 | 13 700 | 152 |

^(a) Base 100 en 1970.

L'endettement en foncier n'entre pas en concurrence avec l'endettement pour d'autres investissements ⁽²⁹⁾. En effet, les exploitations qui ont obtenu des prêts fonciers détiennent un endettement pour d'autres objets d'un montant au moins égal à celui des exploitations comparables n'ayant pas emprunté pour le foncier (tableau 17).

La seule exception notable apparaît dans l'Allier au début des années 70 : dans ce département où domine un système extensif de production de viande,

a) Réalisation de 1971 à 1975

Tableau 17.
Structure de l'endettement
des exploitations qui
réalisent au moins un prêt
foncier de 1971 à 1975
ou de 1976 à 1979
Comparaison avec
l'ensemble des endettées

| Départements | Encours (en milliers de francs) | LMT | | | Dont Foncier | | | Dont Equipement ^(a) | | |
|-------------------------|---------------------------------------|------|------|------|--------------|------|------|-----------------------------------|------|------|
| | | 1970 | 1975 | 1979 | 1970 | 1975 | 1979 | 1970 | 1975 | 1979 |
| Allier | 47 | 188 | 175 | 23 | 128 | 116 | 22 | 42 | 29 | |
| Cantal | 19 | 115 | 166 | 7 | 65 | 61 | 8 | 39 | 68 | |
| Côtes-du-Nord | 23 | 135 | 176 | 6 | 72 | 73 | 15 | 51 | 64 | |
| Creuse | 19 | 87 | 146 | 6 | 55 | 72 | 12 | 29 | 54 | |

b) Réalisation de 1976 à 1979

| Départements | Encours (en milliers de francs) | LMT | | | Dont Foncier | | | Dont Equipement ^(a) | | |
|-------------------------|---------------------------------------|------|------|------|--------------|------|------|-----------------------------------|------|------|
| | | 1970 | 1975 | 1979 | 1970 | 1975 | 1979 | 1970 | 1975 | 1979 |
| Allier | 48 | 128 | 341 | 26 | 40 | 184 | 17 | 77 | 112 | |
| Cantal | 12 | 51 | 198 | 0 | 13 | 110 | 11 | 24 | 69 | |
| Côtes-du-Nord | 20 | 64 | 104 | 6 | 16 | 91 | 12 | 38 | 73 | |
| Creuse | 19 | 83 | 286 | 3 | 34 | 145 | 16 | 34 | 97 | |

⁽²⁹⁾ Un petit nombre d'exploitations accède au crédit par le seul endettement foncier soit 19 % des exploitations endettées en foncier en 1980 dans les Côtes-du-Nord.

c) Ensemble des exploitations endettées

| Départements \ Encours (en milliers de francs) | LMT | | | Dont Foncier | | | Dont Equipement ^(a) | | |
|--|------|------|------|--------------|------|------|--------------------------------|------|------|
| | 1970 | 1975 | 1979 | 1970 | 1975 | 1979 | 1970 | 1975 | 1979 |
| Allier | 51 | 100 | 143 | 18 | 39 | 56 | 30 | 47 | 57 |
| Cantal | 30 | 53 | 93 | 10 | 16 | 21 | 16 | 26 | 48 |
| Côtes-du-Nord | 31 | 72 | 122 | 11 | 23 | 31 | 16 | 38 | 56 |
| Creuse | 22 | 45 | 88 | 9 | 18 | 27 | 13 | 22 | 42 |

^(a) Autres prêts, hors calamités et habitat.

il s'agissait alors d'opérations portant sur des surfaces importantes entraînant des endettements fonciers très élevés.

Dans les cas ⁽³⁰⁾ où l'on a signalé une stagnation de la dimension économique malgré un endettement foncier, on retrouve une progression des encours fonciers ainsi que des encours dans les prêts d'équipement. Ces situations expriment vraisemblablement des difficultés de croissance mais celles-ci apparaissent une fois les prêts engagés. D'ailleurs, dans le cas du Cantal, on note, malgré la stagnation de la MBS, une forte augmentation de la SAU qui indiquerait une extensification de la production sur les exploitations concernées.

Enfin, l'étude spécifique des Côtes-du-Nord confirme que, plus la dimension économique est grande, plus l'encours foncier est élevé en valeur absolue mais moins il pèse dans l'endettement global des exploitations. Elle montre d'autre part que la forte augmentation de la dimension économique moyenne des exploitations ayant eu accès au crédit et aux achats fonciers est imputable principalement à un groupe restreint dont la dimension économique était forte au départ et qui a cumulé toutes les formes d'endettement.

3.2. LA REPRISE

Aidée financièrement depuis la Libération, la reprise d'exploitation est aussi une opération mixte : elle porte sur l'outil de travail et a un aspect patrimonial. Sans entrer dans le détail de la forme ⁽³¹⁾ (GAEC, sociétés de fait père-fils...) nous avons isolé les exploitations dont le chef a été remplacé par un jeune (moins de 40 ans) au cours de la décennie étudiée ⁽³²⁾.

3.2.1. Le renouvellement

En rapprochant les exploitations présentes en 1970 de celles qui ont disparu entre 1970 et 1980 et de celles qui ont connu un changement de chef avec installation d'un jeune, on montre que le renouvellement s'opère sur une base relativement étroite (tableau 18).

3.2.2. L'endettement des jeunes

La proportion des jeunes qui s'installent en reprenant une exploitation déjà endettées se renforce toujours pendant ces dix ans. Comme, parmi ceux qui reprennent une exploitation non endettée, une fraction importante accède

⁽³⁰⁾ Creuse (1971-1975) ; Cantal (1976-1979).

⁽³¹⁾ Cf. D. AUBERT et al., *Le crédit dans une situation de crise*.

⁽³²⁾ Pour les successions de 1971 à 1975, il s'agit des chefs ayant moins de 40 ans en 1975 ; pour les successions de 1976 à 1979, les chefs ont moins de 40 ans en 1979.

Tableau 18.
Comparaison de l'effectif
des exploitations disparues
et de celles où a eu lieu
une succession
par un jeune

| Départements | | Exploitations | Ensemble 1970 | Disparues depuis 1970 | Connaissant une succession par un jeune ^(a) |
|---------------|-----------------|---------------|------------------|--------------------------|--|
| | | | | | |
| Allier | Effectifs | | 17 264 | 5 424 | 1 392 |
| | % | | 100 | 31 | 8 |
| Cantal | Effectifs | | 12 544 | 3 248 | 1 152 |
| | % | | 100 | 26 | 9 |
| Côtes-du-Nord | Effectifs | | 39 944 | 14 088 | 4 488 |
| | % | | 100 | 35 | 11 |
| Creuse | Effectifs | | 14 304 | 3 808 | 1 416 |
| | % | | 100 | 27 | 10 |

(a) Entre 1970 et 1980.

à l'endettement, le pourcentage des jeunes endettés est élevé, supérieur notamment au pourcentage d'exploitations endettées parmi les exploitations professionnelles. Pourtant, au début de la décennie, il existe dans tous les départements des groupes significatifs qui ne sont pas endettés à l'installation et le demeurent. De telles situations se maintiennent, voire s'accroissent pen-

a) Exploitations reprises entre 1971 et 1975

Tableau 19.
Exploitations reprises par
des jeunes : effectifs classés
selon la situation
d'endettement avant
et après la reprise

| Départements | Proportion d'exploitations ^(a) | | |
|---------------------|---|--------------------------------|------------------------------------|
| | constamment endettées | non endettées à la reprise et | |
| | | endettées en fin de période | non endettées en fin de période |
| Allier | 61 | 19 | 20 |
| Cantal | 52 | 30 | 18 |
| Côtes-du-Nord | 40 | 40 | 20 |
| Creuse | 30 | 40 | 30 |

b) Exploitations reprises entre 1976 et 1979

| Départements | Proportion d'exploitations ^(a) | | |
|---------------------|---|--------------------------------|------------------------------------|
| | constamment endettées | non endettées à la reprise et | |
| | | endettées en fin de période | non endettées en fin de période |
| Allier | 66 | 24 | 10 |
| Cantal | 53 | 22 | 25 |
| Côtes-du-Nord | 70 | 21 | 9 |
| Creuse | 40 | 19 | 41 |

(a) Pour 100 exploitations reprises.

... dans la seconde moitié des années 1970 dans la Creuse et le Cantal ⁽³³⁾. Elles tendent au contraire à disparaître dans l'Allier et les Côtes-du-Nord (tableau 19).

3.2.3. La dimension à l'installation

Entre 1971 et 1975, le renouvellement concerne des exploitations de dimension comparable à celle des endettées des départements étudiés. Les jeunes qui s'installent sur des exploitations déjà endettées bénéficient de dimensions légèrement supérieures. Il en va de même des bénéficiaires de prêts aux jeunes agriculteurs.

Entre 1976 et 1979, la dimension initiale des exploitations reprises est en augmentation sensible par rapport à la période précédente (tableau 20).

Tableau 20.
Dimension économique des exploitations avec succession par jeune. Comparaison, selon la situation d'endettement, avec l'ensemble des endettées.
Reprise de 1971 à 1975 (1)
Reprise de 1976 à 1979 (2)^(a)

| Départements | Ensemble des exploitations endettées | Exploitations avec succession par jeune | | | | | |
|---------------|--------------------------------------|---|--------|----------------------------|--------|--|--------|
| | | Ensemble | | Dont constamment endettées | | Dont bénéficiaires de PJA ^(b) | |
| | | (1) | (2) | (1) | (2) | (1) | (2) |
| Allier | | | | | | | |
| 1970 | 11 000 | 11 200 | 9 500 | 12 200 | 10 300 | 12 900 | 15 500 |
| 1975 | 13 900 | 17 000 | 12 000 | 19 300 | 13 400 | 18 300 | 17 800 |
| 1980 | 14 400 | 17 000 | 16 400 | 19 400 | 16 000 | 18 100 | 24 300 |
| Cantal | | | | | | | |
| 1970 | 9 300 | 9 700 | 10 200 | 10 300 | 10 800 | 10 800 | 11 100 |
| 1975 | 10 500 | 12 100 | 12 100 | 13 700 | 12 900 | 13 800 | 12 900 |
| 1980 | 11 600 | 14 000 | 11 600 | 16 300 | 11 900 | 16 300 | 12 000 |
| Côtes-du-Nord | | | | | | | |
| 1970 | 8 900 | 9 100 | 10 200 | 11 500 | 10 600 | 10 300 | 10 900 |
| 1975 | 11 600 | 10 800 | 12 600 | 15 000 | 13 500 | 12 900 | 13 700 |
| 1980 | 13 800 | 14 700 | 17 400 | 20 000 | 20 100 | 17 000 | 20 100 |
| Creuse | | | | | | | |
| 1970 | 7 100 | 6 100 | 7 600 | 7 700 | 9 800 | 6 600 | 10 300 |
| 1975 | 9 100 | 7 000 | 7 900 | 9 400 | 9 200 | 7 700 | 10 400 |
| 1980 | 10 500 | 8 900 | 9 300 | 9 600 | 12 400 | 9 600 | 11 200 |

^(a) Les résultats de l'Allier et de la Creuse, pour la période 1976-1979, sont à interpréter avec prudence compte tenu de la dimension de l'échantillon. Pour cette même raison on ne commentera pas la présence, inégale selon les départements, des jeunes constamment endettés et non bénéficiaires de prêts aux jeunes agriculteurs.

^(b) PJA = prêt aux jeunes agriculteurs.

3.2.4. Installation et endettement

Le relèvement de la dimension à l'installation s'accompagne d'un accroissement du coût de l'installation⁽³⁴⁾. C'est ce qu'indique l'évolution des niveaux d'encours entre la première et la seconde moitié des années 70 (tableau 21).

⁽³³⁾ Seuls ces deux départements semblent conserver des exploitations professionnelles reprises par un jeune et restant non endettées.

⁽³⁴⁾ Les bénéficiaires de prêts aux attributaires préférentiels et de prêts aux promus sociaux, distribués assez largement en début de période, ont des caractéristiques de dimension économique et d'endettement comparables à celles des jeunes installés, constamment endettés.

A dimension comparable en fin de période, l'endettement des installés sur la seconde moitié de la décennie est beaucoup plus important que celui des installés de la première période. Dans le département des Côtes-du-Nord, cette élévation du coût de l'installation semble partiellement liée au choix d'orientation : les installations de la seconde période s'accompagnent en effet d'une spécialisation accrue vers le lait et le hors-sol.

Tableau 21.
Endettement LMT
des exploitations
avec succession par jeunes
(en milliers de francs)
Comparaison avec
l'ensemble des endettées
Reprise de 1971 à 1975 (1)
Reprise de 1976 à 1979 (2)^(a)

| Départements | Exploitations Ensemble des exploitations endettées | Exploitations avec succession par jeunes | | | |
|---------------|--|--|-----|----------------------|-----|
| | | Constamment endettées | | Bénéficiaires de PJA | |
| | | (1) | (2) | (1) | (2) |
| Allier | | | | | |
| 1970 | 51 | 80 | 16 | 225 | 20 |
| 1975 | 110 | 187 | 98 | 179 | 63 |
| 1980 | 143 | 244 | 306 | 284 | 471 |
| Cantal | | | | | |
| 1970 | 30 | 22 | 26 | 15 | 20 |
| 1975 | 53 | 107 | 40 | 95 | 28 |
| 1980 | 93 | 183 | 129 | 202 | 172 |
| Côtes-du-Nord | | | | | |
| 1970 | 31 | 29 | 30 | 14 | 24 |
| 1975 | 72 | 122 | 56 | 103 | 46 |
| 1980 | 122 | 168 | 254 | 223 | 328 |
| Creuse | | | | | |
| 1970 | 23 | 18 | 9 | 7 | 5 |
| 1975 | 45 | 52 | 26 | 72 | 20 |
| 1980 | 88 | 73 | 211 | 108 | 289 |

(a) Les résultats de l'Allier et de la Creuse, pour la période 1976-1979 sont à interpréter avec prudence compte tenu de la dimension de l'échantillon.

On note que la réalisation d'un PSM tend souvent à devenir un prolongement de la reprise. Dans l'Allier, le foncier représente une part essentielle de l'endettement de ces exploitations, en particulier lorsqu'avec l'installation s'accuse l'orientation vers le pôle « Agriculture Générale ».

3.3. AVOIRS FINANCIERS ET ENDETTEMENT

L'analyse des éléments de caractère patrimonial peut être complétée, enfin, par l'examen des liens entre endettement et épargne dans l'Allier et les Côtes-du-Nord ⁽³⁵⁾ où ces données ont pu être collectées.

Les exploitations endettées disposent d'avoirs financiers (dépôts à vue et diverses sortes d'épargne) plus élevés que les exploitations non endettées, notamment en ce qui concerne l'épargne, élément strictement patrimonial ⁽³⁶⁾ (tableau 22).

⁽³⁵⁾ Ces données sur les avoirs financiers des exploitations auprès du CAM n'ont été relevées que dans ces deux départements.

⁽³⁶⁾ Une analyse de l'endettement des exploitations agricoles dans l'Ille-et-Vilaine en 1967 (Y. LEON et P. RAINELLI, *Les avoirs financiers...*) concluait à une épargne plus forte pour les agriculteurs non endettés.

Tableau 22.
Avoirs financiers
des exploitations endettées
et non endettées, en 1980
Allier et Côtes-du-Nord
(en milliers de francs)

| Départements | Exploitations | Total avoirs financiers | Dont dépôt à vue | Dont épargne |
|---------------|--------------------|-------------------------|------------------|--------------|
| Allier | Non endettées..... | 20 | 5 | 16 |
| | Endettées..... | 61 | 7 | 54 |
| Côtes-du-Nord | Non endettées..... | 30 | 9 | 22 |
| | Endettées..... | 55 | 15 | 40 |

L'épargne des exploitations endettées est supérieure dans l'Allier. On note par contre l'importance des dépôts à vue dans les Côtes-du-Nord.

Les avoirs financiers s'accroissent avec la dimension économique des exploitations, ce qui n'est pas surprenant. Ils augmentent aussi avec leur endettement. Coexistent donc pour les exploitations aux encours élevés, de forts niveaux d'endettement, largement bonifié, et une épargne supérieure à la moyenne (tableau 23).

Tableau 23.
Avoirs financiers
et niveaux d'endettement
des exploitations endettées
en 1980
Allier et Côtes-du-Nord
(en milliers de francs)

| Départements | Classes d'encours LMT | Avoirs financiers | Dont épargne |
|---------------|-----------------------|-------------------|--------------|
| Allier | De 100 à 200..... | 50 | 43 |
| | De 200 à 500..... | 102 | 91 |
| | 500 et plus..... | 120 | 112 |
| Côtes-du-Nord | De 100 à 200..... | 40 | 22 |
| | De 200 à 500..... | 79 | 57 |
| | 500 et plus..... | 73 | 41 |

Ces résultats moyens sont à nuancer. Ainsi les exploitations connaissant dans les dernières années une situation de crise ont un niveau d'épargne inférieur à la moyenne des exploitations endettées, alors qu'elles sont de dimension plus grande. Tel est le cas, dans les Côtes-du-Nord, des exploitations pouvant être appréhendées comme étant en difficulté à l'égard du crédit (tableau 24).

Tableau 24.
Situation
des avoirs financiers
des exploitations
en difficulté en 1980
Côtes-du-Nord
(en milliers de francs)

| Types d'exploitations selon la nature de leurs difficultés | Dimension économique | Encours LMT | Avoirs financiers | | |
|--|-------------------------|----------------|-------------------|---------|-------|
| | | | Dépôts à vue | Epargne | Total |
| Avec retard d'annuités..... | 18 200 | 200 | 11 | 9 | 20 |
| Ouverture de crédit > 80 % | 28 000 | 286 | 14 | 3 | 17 |
| Dettes coopératives > 6 mois | 25 000 | 268 | 13 | 8 | 22 |
| dt avec retard d'annuités.. | 31 100 | 195 | 11 | 3 | 15 |
| dt avec OC > 80 %..... | 23 500 | 316 | 15 | 3 | 19 |
| Avec prêt de consolidation.. | 22 000 | 402 | 17 | 11 | 28 |
| Ensemble des endettées..... | 14 000 | 137 | 15 | 40 | 55 |

4. S'ENDETTER POUR EXISTER

Pour analyser le revenu, on fait souvent référence au revenu brut d'exploitation, produit diminué des consommations intermédiaires et des autres frais d'exploitation. Celui-ci peut être calculé hors variations de stocks d'animaux. Il ne comprend pas alors en ressource la variation du cheptel. Mais dans cette perspective, l'effet de l'endettement sur le revenu n'est que partiellement saisi car seuls les intérêts des emprunts apparaissent en charge. Pour mieux le prendre en compte, on calculera un revenu après paiement de l'annuité (ensemble des intérêts et remboursement, effectué dans l'année, du capital des emprunts LMT). C'est ce dernier que nous appellerons, faute de mieux, revenu disponible.

La fin des années 70 a vu se développer d'une manière significative des difficultés financières chez certains groupes d'exploitants ; ces agriculteurs ne pouvant faire face à tout ou partie de leurs échéances de remboursement de dettes ou bien ils devaient recourir à des financements leur permettant de continuer à produire et à vivre. Certains groupes ne parvenaient à assurer leurs échéances qu'au prix d'un *revenu disponible* extrêmement bas ⁽³⁷⁾.

Pour illustrer les difficultés liées à l'endettement, la démarche utilisée jusqu'à présent sera complétée par d'autres travaux qui permettent d'intégrer directement une analyse des revenus. Cette prise en compte s'avère indispensable pour examiner la situation des exploitations sous l'angle des difficultés financières.

Si l'on doit parler de surendettement, on n'abordera cette question que par rapport aux capacités de remboursement dégagées par le revenu. En revanche, on n'entendra pas par là que des exploitations aient pu devenir suréquipées par le biais d'un endettement bon marché.

4.1. LES REVERS DE L'ENDETTLEMENT

4.1.1. Les retards de paiement d'annuités

Si les exploitations d'un département comme le Cantal ne sont pas concernées par ce problème, on le rencontre plus ou moins fréquemment ailleurs : dans les Côtes-du-Nord par exemple, 10 % des exploitations environ sont en retard pour le paiement de leurs annuités auprès du CAM ⁽³⁸⁾.

Dans l'Allier, ces exploitations, peu nombreuses, sont de dimensions très élevées par rapport à la moyenne ; dans la Creuse et les Côtes-du-Nord, elles restent de dimensions supérieures à la moyenne des endettées. Dans tous ces cas, l'endettement LMT, mais également CT, est nettement plus élevé pour les exploitations avec retard (tableau 25).

Tableau 25.
Caractéristiques
des exploitations
qui ont un retard d'annuités
auprès du CAM en 1980

| | Exploitations | Effectif | Dimension économique | Encours en milliers de francs | |
|---------------|---------------------------|----------------------|----------------------|-------------------------------|-------------------|
| | | | | LMT | CT ^(a) |
| Allier | Avec retard d'annuités... | 208 ^(b) | 31 800 | 395 | 68 |
| | Ensemble des endettées... | 6 816 | 14 700 | 162 | 7 |
| Côtes-du-Nord | Avec retard d'annuités... | 1 984 ^(c) | 18 200 | 216 | 19 |
| | Ensemble des endettées... | 16 728 | 14 000 | 137 | 9 |
| Creuse | Avec retard d'annuités... | 512 | 12 700 | 187 | 5 |
| | Ensemble des endettées... | 5 288 | 10 600 | 95 | 3 |

^(a) Auprès du CAM uniquement.

^(b) Effectif faible à interpréter avec prudence.

^(c) Effectif élevé par rapport aux statistiques communiquées par la Caisse Régionale des Côtes-du-Nord (1 500 exploitations).

⁽³⁷⁾ Tel qu'il est défini ici, le revenu disponible permet à l'exploitant de faire vivre sa famille et d'assurer un autofinancement net.

⁽³⁸⁾ Seuls les retards d'annuités d'un mois et plus sont pris en compte.

Tableau 26.
Dimension économique
des exploitations
qui ont un retard d'annuités
auprès du CAM (en %),
en 1980^(a)

Cette situation recouvre une réelle dispersion. Comparons, dans les Côtes-du-Nord et la Creuse, la répartition par classe de MBS des exploitations avec retard d'annuités et celle de l'ensemble des endettées. On constate alors que, si les exploitations de 12 000 UCE et plus sont fortement représentées, les petites exploitations connaissent, elles aussi, des difficultés (tableau 26).

| Exploitations | | Dimension économique | | | | Ensemble |
|---------------|------------------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|-------------------|----------|
| | | De 2 000 à 5 000 | De 5 000 à 12 000 | De 12 000 à 25 000 | 25 000 et plus | |
| Côtes-du-Nord | Avec retard d'annuités | x | 38 | 32 | 22 | 100 |
| | Ensemble des endettées | x | 45 | 36 | 20 | 100 |
| Creuse | Avec retard d'annuités | 28 | 19 | 50 | x | 100 |
| | Ensemble des endettées | 17 | 47 | 30 | x | 100 |

^(a) Les valeurs non significatives sont notées x.

Complétons cette analyse par l'examen des encours moyens. Dans la Creuse, les exploitations avec retard d'annuités sont toujours beaucoup plus endettées que la moyenne de leur classe, notamment pour les plus petites exploitations.

Dans les Côtes-du-Nord, sur l'ensemble de la population, les encours moyens LMT auprès du CAM sont d'un niveau beaucoup plus élevé pour les exploitations avec retard d'annuités, mais on observe surtout un volume de dettes auprès des coopératives supérieur à la moyenne, notamment pour les endettements à plus de six mois. L'examen de la situation par classe de MBS montre que ce recours plus important aux financements coopératifs concerne davantage les petites exploitations ou les très grandes. On note même que, dans ce dernier groupe, l'encours à LMT des exploitations avec retard d'annuités, est inférieur à celui de l'ensemble des endettées, l'endettement auprès des coopératives atteignant, lui, des valeurs très élevées (tableau 27). Ce groupe correspond à des aviculteurs et à des exploitants de système mixte « bovins-hors sol ».

Tableau 27.
Encours des exploitations
qui ont un retard d'annuité,
selon la dimension
économique en 1980^(a)
(en milliers de francs)

| Encours des exploitations | | Dimension économique | | | | Ensemble |
|---|------------------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|-------------------|----------|
| | | De 2 000 à 5 000 | De 5 000 à 12 000 | De 12 000 à 25 000 | 25 000 et plus | |
| Côtes-du-Nord | | | | | | |
| | 1) LMT | | | | | |
| | Avec retard d'annuités | x | 69 | 390 | 275 | 216 |
| | Ensemble des endettées | x | 65 | 198 | 324 | 137 |
| 2) Dettes auprès des coopératives ^(b) | Avec retard d'annuités | x | 4 | 25 (13) | 198 (57) | 54 (18) |
| | Ensemble des endettées | x | 1 | 12 (7) | 61 (16) | 11 (4) |
| Creuse | | | | | | |
| | LMT | | | | | |
| | Avec retard d'annuités | 97 | 77 | 217 | x | 187 |
| | Ensemble des endettées | 32 | 58 | 130 | x | 95 |

^(a) Les valeurs non significatives sont notées x.

^(b) Entre parenthèses : dont dettes à plus de six mois.

On voit apparaître ainsi deux types de situations de crise concernant :

- des exploitations importantes fortement endettées, parfois avec des formes d'endettement particulières que l'on retrouvera par la suite ;
- des exploitations de moindre dimension.

4.1.2. Les autres indicateurs de difficulté

Divers groupes ont réalisé des prêts que l'on peut appréhender comme ayant pour fonction principale, officiellement ou non, d'aider à dégager un revenu monétaire (les prêts « calamités », les prêts de consolidation, les dettes à plus de six mois auprès des coopératives).

4.1.2.1. Les prêts calamités

De 1976 à 1979, un nombre important d'exploitations endettées n'a pas eu recours à ces types de prêts : 38 % dans les Côtes-du-Nord et 53 % dans la Creuse pour prendre les deux cas extrêmes (tableau 28).

Tableau 28.
Proportion d'exploitations
qui ont réalisé au moins
un prêt « calamités »
de 1976 à 1979

| Départements | Effectif | Pourcentage ^(a) |
|---------------------|----------|----------------------------|
| Allier | 4 016 | 59 |
| Cantal..... | 2 984 | 48 |
| Côtes-du-Nord | 10 392 | 62 |
| Creuse | 2 472 | 47 |

^(a) Ensemble des endettées en 1980 = 100.

Les exploitations ayant réalisé des prêts calamités sur 1976-1979 sont toujours de dimension supérieure à la moyenne de celles qui n'ont pas eu accès à ces prêts tout en réalisant d'autres prêts sur la période.

Leur encours LMT est nettement plus élevé, sauf pour le Cantal, et leur encours CT est partout plus fort, ce qui peut être mis en relation avec des problèmes de trésorerie dans ces exploitations (tableau 29).

Tableau 29.
Caractéristiques
des exploitations endettées,
selon leur accès
aux prêts « calamités »
de 1976 à 1979
(valeur de l'encours 1980
en milliers de francs)

| | Exploitations | Dimension économique | Encours | |
|---------------|---|----------------------|---------|-------------------|
| | | | LMT | CT ^(a) |
| Allier | Avec réalisation de prêt calamité | 16 300 | 178 | 10 |
| | Sans réalisation de prêt calamité | 12 800 | 131 | — |
| Cantal | Avec réalisation de prêt calamité | 12 100 | 89 | 8 |
| | Sans réalisation de prêt calamité | 10 900 | 123 | 2 |
| Côtes-du-Nord | Avec réalisation de prêt calamité | 15 300 | 155 | 11 |
| | Sans réalisation de prêt calamité | 12 200 | 111 | 4 |
| Creuse | Avec réalisation de prêt calamité | 11 600 | 120 | 5 |
| | Sans réalisation de prêt calamité | 10 400 | 101 | 2 |

^(a) Auprès du CAM.

4.1.2.2. Les prêts de consolidation ⁽³⁹⁾

Ces prêts ont été mis en place à l'occasion de la multiplication des cas difficiles en France. Nous avons analysé, dans le département des Côtes-du-Nord, la situation des bénéficiaires des premières mesures de consoli-

⁽³⁹⁾ Les mesures de consolidation étudiées ici sont antérieures à la procédure d'aide aux agriculteurs en difficulté, décidée en septembre 1981 par le ministère de l'Agriculture.

ation. Il s'agit exclusivement d'exploitations de grande dimension, dont l'encours est nettement plus élevé que celui de la moyenne des endettées (tableau 30).

Tableau 30.
Caractéristiques en 1980
des exploitations
des Côtes-du-Nord
qui ont réalisé
un prêt de consolidation
ou sont endettées
à plus de six mois
auprès des coopératives
(encours en milliers
de francs)

4.1.2.3. Les dettes de plus de six mois auprès des coopératives

Dans de rares cas, concernant moins de 10 % des endettés, les coopératives se substituent au CAM pour prêter au-delà du simple « crédit de culture »⁽⁴⁰⁾. Nous saisissons cette situation par la présence de dettes de plus de six mois auprès des coopératives, là encore dans le seul département des Côtes-du-Nord. Il s'agit aussi d'exploitations de grande dimension fortement endettées (tableau 30).

| Exploitations | Effectif | Dimension économique | Types d'endettement | | | |
|--|----------|-------------------------|---------------------|--------------------------------|------------------------|--------------------|
| | | | Encours LMT | Encours CT auprès du CAM | Dettes coopératives | |
| Avec prêt de consolidation | 328 | 22 100 | 402 | 32 | 45 | (9) ^(a) |
| Avec dettes coopérative de plus de six mois | 1 096 | 25 000 | 268 | 33 | 121 | (64) |

(a) Entre parenthèses : dont plus de six mois.

4.1.3. Le cumul des indicateurs de difficultés

Les diverses populations d'exploitations dégagées par l'analyse des principaux indicateurs de crise liés à l'endettement se recoupent pour une bonne part. Examinons ainsi, dans les Côtes-du-Nord, deux groupes qui cumulent deux de ces indicateurs. Le premier est composé d'exploitations ayant à la fois des retards d'annuités auprès du CAM et des dettes de plus de six mois auprès des coopératives. Les exploitations du second groupe ajoutent à des dettes de plus de six mois auprès des coopératives une utilisation, à plus de 80 %, de l'ouverture de crédit en compte courant. Dans les deux cas, il s'agit d'exploitations de grande dimension et à endettement élevé. Dans le second cas, elles se concentrent dans les activités hors-sol.

4.2. LES DIFFICULTÉS À VIVRE

Dans des travaux complémentaires de ceux qui ont été exposés jusqu'ici, on a pu intégrer les revenus des exploitations : ils concernent des traitements particuliers du RICA⁽⁴¹⁾ ou bien l'étude d'exploitations bénéficiaires de deux types de dispositions particulières : la Dotation aux jeunes agriculteurs (DJA), les Plans de développement⁽⁴²⁾. Leurs résultats permettent d'approcher le revenu dont l'exploitant peut effectivement disposer en utilisant la notion de revenu disponible (voir encart du § 4).

En moyenne, on ne fait pas apparaître de situation difficile si l'on ne considère que le niveau d'encours des exploitations. Ainsi, dans le classement

⁽⁴⁰⁾ Le CAM a souvent été amené à consolider les coopératives ayant procédé ainsi. C'est une des raisons qui ont poussé le Crédit Agricole à revendiquer une plus grande transparence des diverses sources d'endettement contractées par les exploitations agricoles.

⁽⁴¹⁾ J.P. BOMPARD, J.P. GIRARD et G. POSTEL-VINAY, *Economie Rurale* n° 149 ; D. AUBERT et al., *Endettement et revenu* ; A. BLOGOWSKI et al., *Endettement et revenu disponible...*

⁽⁴²⁾ D. AUBERT et al., *Le crédit dans une situation de crise*.

des exploitations de l'échantillon I du RICA en 1979 ⁽⁴³⁾, on ne relève aucun groupe en situation précaire pour autant que l'on entende par là un groupe au revenu disponible très bas, même si la part de l'annuité par rapport au revenu brut avant annuité s'élève avec l'encours. A ce stade de l'analyse, on peut dire que l'endettement s'adapte au revenu disponible (tableau 31).

A l'inverse, si l'on classe ces exploitations selon leur dimension économique, le revenu s'accroît en fonction de la taille, qu'il s'agisse du résultat brut d'exploitation (RBE) ou du revenu disponible. Les exploitations de petite

Tableau 31.
Résultats économiques
des exploitations endettées
du RICA,
selon leur endettement.
Sous-échantillon I.
Année 1979
(en milliers de francs)

| Résultats économiques | Classes d'encours LMT ^(a) | | | |
|---|--------------------------------------|--------------|--------------|----------------|
| | 1 à 100 | 100 à 200 | 200 à 500 | 500 et plus |
| Revenu brut d'exploitation ^(b) avant annuité ^(c) | 86 | 110 | 122 | 156 |
| Frais financiers | 4 | 11 | 20 | 39 |
| Remboursement en capital | 10 | 22 | 33 | 46 |
| Revenu disponible (après annuité) ^(c) ... | 73 | 78 | 69 | 70 |
| Annuité ^(c) /Revenu brut d'exploitation avant annuité (en %) | 16 | 30 | 43 | 55 |

^(a) Emprunts dont la durée de remboursement est, à l'origine, supérieure à un an.

^(b) Le revenu brut d'exploitation ici calculé est net de cotisations sociales et hors variation de stocks d'animaux.

^(c) Annuité = frais financiers de l'ensemble des emprunts + remboursement du capital sur emprunt à long terme et moyen terme.

(Notes valables pour les tableaux 32 et 33).

Source : cf. BLOGOWSKI et al., *Endettement et revenu disponible*.

Tableau 32.
Résultats économiques
des exploitations endettées
du RICA,
selon leur taille économique.
Sous-échantillon I.
Année 1979
(en milliers de francs)

| Résultats économiques | Taille des exploitations en « équivalent hectare de blé » ^(a) | | | |
|---|---|-------------------|--------------------|--------------------|
| | Moins de 20 ehb | De 20 à 50 ehb | De 50 à 100 ehb | 100 ehb et plus |
| Revenu brut d'exploitation ^(b) avant annuité ^(c) | 24 | 61 | 118 | 215 |
| Frais financiers | 3 | 6 | 11 | 17 |
| Remboursement en capital | 8 | 11 | 21 | 32 |
| Revenu disponible (après annuité) ^(c) ... | 13 | 44 | 86 | 166 |
| Annuité ^(c) /Revenu brut d'exploitation avant annuité (en %) | 45 | 28 | 27 | 23 |

^(a) Taille économique mesurée par la production effective de l'exploitation et exprimée en nombre d'hectares de blé permettant d'atteindre ce niveau de production. La production moyenne d'un hectare de blé étant estimée à 4 100 F en 1979, on a donc : Taille « ehb » = production en francs/4 100 F.

^(b) et ^(c) Voir notes du tableau 31.

Source : cf. BLOGOWSKI et al., *Endettement et revenu disponible*.

⁽⁴³⁾ Exploitations dont les chefs tiennent volontairement une comptabilité de gestion, par opposition à ceux de l'échantillon III, qui perçoivent une aide pour cela.

dimension obtiennent un revenu disponible particulièrement bas indiquant une réelle crise de revenu. Leur production est peu importante et ne leur permet pas de dégager un revenu monétaire décent, d'autant que celui-ci se trouve grevé par les remboursements d'annuités, si limités soient-ils (tableau 32).

En croisant les critères de dimension économique et d'encours, des revenus disponibles faibles apparaissent pour les exploitations de dimension économique moyenne lorsque leur endettement est élevé. En revanche, les plus grandes exploitations obtiennent des revenus disponibles élevés même quand leur endettement est très important (tableau 33).

Tableau 33.
Résultats économiques
des exploitations endettées
du RICA,
selon leur taille économique
et leur niveau d'endettement.
Sous-échantillon 1.
Année 1979
(en milliers de francs)

| Taille économique × niveau d'encours LMT ^(a) | Frais financiers | Rembour- sement en capital | Revenu disponible ^(b) (après annuité) | Annuité/revenu brut d'exploitation avant annuité (en %) |
|---|---------------------|-------------------------------------|---|---|
| Moins de 20 ehb | | | | |
| 1 à 100 | 2 | 6 | 17 | 33 |
| 100 à 200 | 7 | 15 | — 8 | 156 |
| De 20 à 50 ehb | | | | |
| 1 à 100 | 3 | 9 | 50 | 19 |
| 100 à 200 | 9 | 16 | 34 | 43 |
| 200 à 500 | 17 | 23 | 24 | 62 |
| 500 et plus | 34 | 30 | — 34 | 210 ^(c) |
| De 50 à 100 ehb | | | | |
| 1 à 100 | 5 | 13 | 107 | 14 |
| 100 à 200 | 11 | 23 | 80 | 30 |
| 200 à 500 | 20 | 33 | 61 | 46 |
| 500 et plus | 37 | 43 | 23 | 77 |
| 100 ehb et plus | | | | |
| 1 à 100 | 6 | 16 | 218 | 9 |
| 100 à 200 | 13 | 29 | 165 | 21 |
| 200 à 500 | 23 | 43 | 127 | 34 |
| 500 et plus | 44 | 47 | 153 | 37 |

^(a) Critères de classement des exploitations définis dans les tableaux 31 et 32.

^(b) Voir notes ^(b) et ^(c) du tableau 31.

^(c) Seulement 9 exploitations dans l'échantillon.

Source : cf. BLOGOWSKI et al., *Endettement et revenu disponible*.

Dans le cas des populations-cibles de la politique agricole (PSM, DJA), ces difficultés sont plus fréquentes. Souvent davantage endettées que les autres exploitations à dimension économique comparable, elles connaissent, pour une fraction importante, des problèmes pour vivre avec des revenus disponibles moyens inférieurs et des situations financières plus souvent fragiles.

Mais ces situations — pour graves qu'elles soient — ne concernent qu'une partie de ces populations alors que les situations précaires, relevées pour les exploitations professionnelles de petite dimension, touchent des groupes beaucoup plus larges. Les difficultés à vivre en agriculture sont principalement le fait de ces petites exploitations.

CONCLUSION

La période étudiée est marquée par le très fort développement des instruments de crédit mis en place de manière cumulative depuis les lois d'orientation. Pour l'essentiel, ceux-ci n'ont pas été modifiés depuis l'apparition de la crise du revenu ⁽⁴⁴⁾.

Le premier enseignement à tirer est qu'il existe une forte adéquation entre les objectifs de la politique agricole et la distribution des crédits aux exploitations : accroissement de la production potentielle des exploitations bénéficiaires de prêts de « modernisation » (PSE, PSM), renforcement d'un groupe de plus en plus restreint d'exploitations à forte capacité de production, distribution des prêts fonciers principalement dans ce dernier groupe. Le renforcement de la production se fait autour de quelques pôles spécialisés, l'installation des jeunes s'inscrivant dans ce mouvement. Simultanément, on enregistre une régression des effectifs des exploitations endettées et orientées vers les systèmes fortement diversifiés.

Ces phénomènes sont d'autant plus significatifs que les objectifs de développement de production sont clairement marqués dans les départements étudiés.

Constater cette adéquation globale entre les objectifs d'une politique et la distribution du crédit ne doit pas amener à ignorer des zones d'indétermination ⁽⁴⁵⁾. Ainsi, dans un département de montagne comme le Cantal, les exploitations réalisant des PSE, tout en étant de plus grande dimension que les autres exploitations endettées, ne connaissent aucune évolution structurelle au cours de la décennie étudiée. Il en va de même, on l'a vu, des producteurs de viande bovine bénéficiaires de PSM dans l'Allier, de certains bénéficiaires de prêts fonciers dans la Sarthe et le Cantal, ou, toujours dans le Cantal, de nouveaux installés succédant, à partir de 1976, à des exploitations pas ou peu endettées.

Dans ce cadre général, quelles modifications sont apparues depuis que la crise frappe le revenu agricole ? Les données que nous possédons permettent de cerner les effets possibles de la crise sur la production. Selon les départements, les résultats diffèrent. Dans un département comme les Côtes-du-Nord, fortement engagé dans un processus d'accroissement de la production, on n'enregistre aucun infléchissement du rythme de progression. Par contre, dans les autres départements, caractérisés par des systèmes de production plus extensifs, il y a généralement ralentissement du rythme d'accroissement de la production potentielle.

Dans ce climat de crise, on enregistre des dérapages : endettement de production dans des secteurs jugés jusqu'ici excédentaires comme le lait ⁽⁴⁶⁾, endettement ayant pour principale fonction de couvrir des revenus monétaires insuffisants. Ces glissements peuvent trouver bien des explications : avantage pour l'institution bancaire à prêter aux agriculteurs avec garantie de l'Etat (cf. les prêts « calamités »), absence de planification en matière de production agricole, intérêt corporatiste de certains groupes d'agriculteurs, possibi-

⁽⁴⁴⁾ Les réformes entreprises après 1978 (réforme foncière, réforme des prêts calamités, etc.) ont veillé à éliminer de l'accès à une forte bonification les exploitations qui pouvaient s'en passer.

⁽⁴⁵⁾ Les résultats concernant un département de grandes cultures comme l'Oise, montrent que la distribution des prêts, et en particulier des prêts bonifiés, n'est que très faiblement liée à une transformation des structures de production. Dans ce département, la majorité des prêts (foncier, JA et une partie des prêts MTO) est utilisée pour des transferts de patrimoine sans que la distribution du crédit soit en rapport avec des objectifs structurels ou des objectifs d'orientation de la production.

⁽⁴⁶⁾ En ce sens on pourrait parler, d'un point de vue social, de surendettement.

lité de détournement de la vocation des PSM, concurrence et donc non transparence dans le système de fourniture de crédits aux agriculteurs (CAM - coopératives).

L'accroissement de production qu'a connu l'agriculture pendant les dix dernières années s'est déroulé dans une situation d'inégalité permanente quant à la distribution du crédit : un petit nombre d'exploitations concentre un pourcentage élevé de l'encours. Elles appartiennent le plus souvent aux classes de grande dimension économique. Si, aujourd'hui, elles comptent des groupes d'exploitations en difficulté, c'est principalement parmi les exploitations professionnelles non endettées ou peu endettées que se localisent, sur des dimensions économiques faibles, les exploitations qui ont les revenus les plus bas ou qui disparaîtront.

ALLIER

Tableau 34.1 - Répartition des exploitations, de la MBS globale et de l'encours LMT selon la classe d'encours LMT en 1980 (en milliers de francs)

| Classes d'encours | Classes d'encours | | | | | | Ensemble des exploitations | Exploitations endettées seulement |
|---|-------------------|-----------|-------------|--------------|--------------|-------------|----------------------------|-----------------------------------|
| | 0 | De 0 à 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | De 200 à 500 | 500 et plus | | |
| Nombre d'exploitations | 5 200 | 2 624 | 1 264 | 1 408 | 880 | 640 | 12 016 | 6 816 |
| % de l'ensemble | 43 | 22 | 10 | 12 | 7 | 5 | 100 | — |
| % des endettées | — | 38 | 19 | 21 | 13 | 9 | — | 100 |
| MBS globale 79/80 (10 ^e UCE) | 24,6 | 20,3 | 19,0 | 21,8 | 19,5 | 19,3 | 124,5 | |
| % de la MBS globale | 20 | 16 | 15 | 17 | 16 | 16 | 100 | |
| MBS moyenne par exploitation (UCE) | 4 740 | 7 729 | 15 039 | 15 458 | 22 165 | 30 192 | 12 408 | |
| Valeur de l'encours LMT global | 0 | 51 600 | 96 200 | 203 800 | 286 000 | 464 300 | | 1 101 900 |
| % de l'encours LMT global | | 5 | 9 | 18 | 26 | 42 | | 100 |

Tableau 35.1. Répartition (effectifs) des exploitations endettées selon leur dimension économique et leur encours LMT en 1980

| Classes d'encours | Classes d'encours | | | | | | Ensemble |
|-------------------|-------------------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------|----------|
| | Moins de 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | De 200 à 500 | 500 et plus | | |
| < 5 000 | 768 | 64 | 64 | 0 | 0 | 896 | |
| 5 - 12 000 | 1 552 | 384 | 576 | 64 | 32 | 2 608 | |
| 12 - 25 000 | 304 | 624 | 608 | 576 | 224 | 2 336 | |
| ≥ 25 000 | 0 | 192 | 160 | 240 | 384 | 976 | |
| Ensemble | 2 624 | 1 264 | 1 408 | 880 | 640 | 6 816 | |

a - 1970

Tableau 36.1. Exploitations endettées Répartition de l'encours LMT par classe d'encours LMT, selon le degré de bonification (en %)

| Types de prêts | Classes d'encours | | | | | Ensemble |
|------------------------|-------------------|-------------|--------------|-------------|------------|----------|
| | Moins de 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | 200 et plus | | |
| % des exploitations .. | 73 | 11 | 10 | 6 | 100 | |
| Surbonifié | 53 24 | 46 13 | 61 30 | 66 33 | 58 100 | |
| Bonifié | 35 27 | 44 21 | 29 25 | 31 27 | 34 100 | |
| Non bonifié | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 1 100 | ε 100 | |
| Plafonné | 11 36 | 10 21 | 10 36 | 2 7 | 8 100 | |
| Ensemble | 100 26 | 100 16 | 100 29 | 100 29 | 100 100 | |

b - 1980

| Types de prêts \ Classes d'encours | Moins de 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | De 200 à 500 | 500 et plus | Ensemble |
|------------------------------------|-------------|-------------|--------------|--------------|-------------|------------|
| % des exploitations | 38 | 19 | 21 | 13 | 9 | 100 |
| Surbonifié | 55 5 | 54 8 | 67 22 | 64 29 | 49 36 | 57 100 |
| Bonifié | 33 7 | 27 10 | 18 15 | 27 31 | 20 37 | 23 100 |
| Non bonifié | 0 0 | 8 5 | 5 6 | 8 15 | 25 74 | 14 100 |
| Plafonné | 12 9 | 11 16 | 10 29 | 1 3 | 6 43 | 6 100 |
| Ensemble | 100 5 | 100 9 | 100 18 | 100 26 | 100 42 | 100 100 |

Tableau 37.1.
Exploitations endettées
Répartition
de l'encours LMT
selon l'objet du prêt
et la classe d'encours LMT
en 1980 (en %)

| Objet des prêts \ Classes d'encours | Moins de 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | De 200 à 500 | 500 et plus | Ensemble |
|-------------------------------------|-------------|-------------|--------------|--------------|-------------|----------|
| Foncier | 5 | 27 | 35 | 39 | 54 | 42 |
| Habitat | 23 | 18 | 16 | 4 | 10 | 11 |
| Calamités | 21 | 12 | 8 | 8 | 5 | 7 |
| JA | 3 | 7 | 4 | 10 | 5 | 6 |
| P S E | 25 | 15 | 25 | 14 | 8 | 14 |
| P S M | 0 | 0 | 0 | 13 | 3 | 5 |
| Autres | 23 | 21 | 12 | 12 | 15 | 15 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

CANTAL

Tableau 34.2 - Répartition des exploitations, de la MBS globale et de l'encours LMT selon la classe d'encours LMT en 1980 (en milliers de francs)

| Classes d'encours | 0 | De 0 à 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | De 200 à 500 | 500 et plus | Ensemble des exploitations | Exploitations endettées seulement |
|---|-------|-----------|-------------|--------------|--------------|-------------|----------------------------|-----------------------------------|
| Nombre d'exploitations | 3 136 | 2 872 | 1 104 | 1 488 | 616 | 96 | 9 312 | 6 176 |
| % de l'ensemble | 34 | 31 | 12 | 16 | 7 | 1 | 100 | — |
| % des endettées | — | 46 | 18 | 24 | 10 | 2 | — | 100 |
| MBS globale 79/80 (10 ⁶ UCE) | 16,2 | 28,7 | 10,0 | 21,9 | 9,6 | 1,6 | 88,2 | 71,9 |
| % de la MBS globale | 18 | 33 | 11 | 25 | 11 | 2 | 100 | — |
| MBS moyenne par exploitation (UCE) | 5 195 | 10 021 | 9 116 | 14 734 | 15 583 | 16 767 | 9 479 | 11 655 |
| Valeur de l'encours LMT global | 0 | 60 660 | 83 350 | 202 990 | 186 390 | 57 770 | — | 591 160 |
| % de l'encours LMT global | — | 10 | 14 | 34 | 32 | 10 | — | 100 |

Tableau 35.2. Répartition (effectifs) des exploitations endettées selon leur dimension économique et leur encours LMT en 1980

| Classes d'encours / Dimension économique | Moins de 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | De 200 à 500 | 500 et plus | Ensemble |
|--|-------------|-------------|--------------|--------------|-------------|----------|
| < 5 000 | 784 | 320 | 32 | 0 | 0 | 1 136 |
| 5 - 12 000 | 1 232 | 416 | 496 | 208 | 48 | 2 400 |
| 12 - 25 000 | 744 | 352 | 848 | 384 | 16 | 2 344 |
| ≥ 25 000 | 112 | 16 | 112 | 24 | 32 | 296 |
| Ensemble | 2 872 | 1 104 | 1 488 | 616 | 96 | 6 176 |

a - 1970

Tableau 36.2. Exploitations endettées Répartition de l'encours LMT par classe d'encours LMT, selon le degré de bonification (en %)

| Types de prêts / Classes d'encours | Moins de 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | 200 et plus | Ensemble |
|------------------------------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-----------|
| % des exploitations .. | 85 | 9 | 5 | 1 | 100 |
| Surbonifié | 62 / 47 | 58 / 19 | 77 / 24 | 94 / 10 | 66 / 100 |
| Bonifié | 35 / 61 | 29 / 21 | 22 / 16 | 6 / 2 | 29 / 100 |
| Non bonifié | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plafonné | 3 / 38 | 13 / 60 | 1 / 2 | 0 | 5 / 100 |
| Ensemble | 100 / 50 | 100 / 22 | 100 / 21 | 100 / 7 | 100 / 100 |

b - 1980

| Types de prêts \ Classes d'encours | Moins de 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | De 200 à 500 | 500 et plus | Ensemble |
|------------------------------------|-------------|-------------|--------------|--------------|-------------|------------|
| % des exploitations | 46 | 18 | 24 | 10 | 2 | 100 |
| Surbonifié | 73 10 | 44 9 | 76 36 | 76 33 | 84 12 | 72 100 |
| Bonifié | 17 9 | 37 27 | 17 31 | 15 25 | 16 8 | 20 100 |
| Non bonifié | 2 4 | 11 34 | 2 17 | 6 45 | 0 0 | 4 100 |
| Plafonné | 8 20 | 8 26 | 5 36 | 3 18 | 0 0 | 4 100 |
| Ensemble | 100 10 | 100 14 | 100 34 | 100 32 | 100 10 | 100 100 |

Tableau 37.2.
Exploitations endettées
Répartition
de l'encours LMT
selon l'objet du prêt
et la classe d'encours LMT
en 1980 (en %)

| Objet des prêts \ Classes d'encours | Moins de 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | De 200 à 500 | 500 et plus | Ensemble |
|-------------------------------------|-------------|-------------|--------------|--------------|-------------|----------|
| Foncier | 20 | 5 | 20 | 27 | 27 | 21 |
| Habitat | 14 | 46 | 14 | 12 | 1 | 17 |
| Calamités | 29 | 9 | 11 | 5 | 1 | 9 |
| JA | 12 | 7 | 17 | 20 | 5 | 14 |
| P S E | 11 | 23 | 21 | 13 | 1 | 16 |
| P S M | 0 | 0 | 3 | 20 | 55 | 13 |
| Autres | 14 | 10 | 14 | 3 | 10 | 10 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

CÔTES-DU-NORD

Tableau 34.3 - Répartition des exploitations, de la MBS globale et de l'encours LMT selon la classe d'encours LMT en 1980 (en milliers de francs)

| Classes d'encours | 0 | De 0 à 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | De 200 à 500 | 500 et plus | Ensemble des exploitations | Exploitations endettées seulement |
|---|--------|-----------|-------------|--------------|--------------|-------------|----------------------------|-----------------------------------|
| Nombre d'exploitations | 10 152 | 6 568 | 3 136 | 3 080 | 3 376 | 568 | 26 880 | 16 728 |
| % de l'ensemble | 38 | 24 | 12 | 11 | 13 | 2 | 100 | — |
| % des endettées | 0 | 39 | 19 | 18 | 20 | 3 | — | 100 |
| MBS globale 79/80 (10 ^e UCE) | 46,5 | 49,0 | 37,9 | 47,6 | 71,0 | 19,1 | 281,1 | |
| % de la MBS globale | 17 | 17 | 13 | 17 | 25 | 7 | 100 | |
| MBS moyenne par exploitation (UCE) | 4 583 | 7 460 | 12 098 | 15 453 | 21 030 | 33 698 | 10 459 | |
| Valeur de l'encours LMT global | 0 | 144 500 | 231 500 | 455 300 | 1 070 200 | 386 800 | | 2 288 200 |
| % de l'encours LMT global | | 6 | 10 | 20 | 47 | 17 | | 100 |

Tableau 35.3. Répartition (effectifs) des exploitations endettées selon leur dimension économique et leur encours LMT en 1980

| Classes d'encours / Dimension économique | Moins de 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | De 200 à 500 | 500 et plus | Ensemble |
|--|-------------|-------------|--------------|--------------|-------------|----------|
| < 5 000 | 840 | 472 | 120 | 0 | 0 | 1 432 |
| 5 - 12 000 | 4 552 | 1 432 | 1 256 | 368 | 0 | 7 608 |
| 12 - 25 000 | 1 144 | 1 080 | 1 400 | 2 144 | 320 | 6 088 |
| ≥ 25 000 | 32 | 152 | 304 | 864 | 248 | 1 600 |
| Ensemble | 6 568 | 3 136 | 3 080 | 3 376 | 568 | 16 728 |

a - 1970

Tableau 36.3. Exploitations endettées Répartition de l'encours LMT par classe d'encours LMT, selon le degré de bonification (en %)

| Types de prêts / Classes d'encours | Moins de 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | 200 et plus | Ensemble |
|------------------------------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-----------|
| % des exploitations .. | 82 | 13 | 4 | 1 | 100 |
| Surbonifié | 46 / 33 | 60 / 31 | 76 / 21 | 82 / 15 | 59 / 100 |
| Bonifié | 27 / 52 | 23 / 30 | 15 / 11 | 15 / 7 | 23 / 100 |
| Non bonifié | ε / 29 | 1 / 71 | — | 0 | ε / 100 |
| Plafonné | 27 / 64 | 16 / 27 | 9 / 7 | 3 / 2 | 18 / 100 |
| Ensemble | 100 / 43 | 100 / 30 | 100 / 16 | 100 / 11 | 100 / 100 |

b - 1980

| Types de prêts \ Classes d'encours | Moins de 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | De 200 à 500 | 500 et plus | Ensemble |
|------------------------------------|-------------|-------------|--------------|--------------|-------------|------------|
| % des exploitations | 39 | 19 | 18 | 20 | 3 | 100 |
| Surbonifié | 60 7 | 38 7 | 55 20 | 53 46 | 63 20 | 54 100 |
| Bonifié | 22 6 | 26 11 | 23 20 | 25 52 | 15 11 | 23 100 |
| Non bonifié | 1 1 | 11 10 | 6 10 | 13 55 | 16 24 | 11 100 |
| Plafonné | 17 9 | 25 22 | 16 26 | 9 35 | 6 8 | 12 100 |
| Ensemble | 100 6 | 100 10 | 100 20 | 100 47 | 100 17 | 100 100 |

Tableau 37.3.
Exploitations endettées
Répartition
de l'encours LMT
selon l'objet du prêt
et la classe d'encours LMT
en 1980 (en %)

| Objet des prêts \ Classes d'encours | Moins de 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | De 200 à 500 | 500 et plus | Ensemble |
|-------------------------------------|-------------|-------------|--------------|--------------|-------------|----------|
| Foncier | 31 | 25 | 29 | 18 | 25 | 23 |
| Habitat | 19 | 29 | 15 | 28 | 16 | 23 |
| Calamités | 24 | 11 | 9 | 3 | 4 | 6 |
| JA | 4 | 4 | 15 | 12 | 14 | 12 |
| P S E | 4 | 6 | 9 | 11 | 13 | 10 |
| P S M | 0 | 0 | 0 | 13 | 18 | 9 |
| Autres | 18 | 25 | 23 | 15 | 10 | 17 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

CREUSE

Tableau 34.4 - Répartition des exploitations, de la MBS globale et de l'encours LMT selon la classe d'encours LMT en 1980 (en milliers de francs)

| Classes d'encours | Classes d'encours | | | | | | Ensemble des exploitations | Exploitations endettées seulement |
|---|-------------------|-----------|-------------|--------------|--------------|-------------|----------------------------|-----------------------------------|
| | 0 | De 0 à 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | De 200 à 500 | 500 et plus | | |
| Nombre d'exploitations | 5 280 | 2 872 | 1 000 | 672 | 632 | 112 | 10 568 | 5 288 |
| % de l'ensemble | 50 | 27 | 9 | 6 | 6 | 1 | 100 | — |
| % des endettées | — | 54 | 19 | 13 | 12 | 2 | — | 100 |
| MBS globale 79/80 (10 ⁶ UCE) | 24,8 | 22,7 | 11,1 | 8,4 | 9,4 | 4,1 | 80,7 | — |
| % de la MBS globale | 31 | 28 | 14 | 10 | 12 | 5 | 100 | — |
| MBS moyenne par exploitation (UCE) | 4 697 | 7 914 | 11 126 | 12 619 | 14 900 | 36 900 | 7 640 | |
| Valeur de l'encours LMT global | 0 | 56 000 | 71 400 | 91 400 | 171 100 | 114 200 | — | 504 300 |
| % de l'encours LMT global | | 11 | 14 | 18 | 34 | 23 | — | 100 |

Tableau 35.4. Répartition (effectifs) des exploitations endettées selon leur dimension économique et leur encours LMT en 1980

| Dimension économique \ Classes d'encours | Classes d'encours | | | | | | Ensemble |
|--|-------------------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------|----------|
| | Moins de 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | De 200 à 500 | 500 et plus | | |
| < 5 000 | 816 | 128 | 0 | 32 | 0 | 976 | |
| 5 - 12 000 | 1 528 | 496 | 320 | 144 | 0 | 2 488 | |
| 12 - 25 000 | 464 | 360 | 336 | 384 | 32 | 1 576 | |
| ≥ 25 000 | 64 | 16 | 16 | 72 | 80 | 248 | |
| Ensemble | 2 872 | 1 000 | 672 | 632 | 112 | 5 288 | |

a - 1970

Tableau 36.4. Exploitations endettées Répartition de l'encours LMT par classe d'encours LMT, selon le degré de bonification (en %)

| Types de prêts \ Classes d'encours | Classes d'encours | | | | | Ensemble |
|------------------------------------|-------------------|-------------|--------------|-------------|-----------|----------|
| | Moins de 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | 200 et plus | | |
| % des exploitations .. | 90 | 6 | 3 | 1 | 100 | |
| Surbonifié | 56 / 51 | 71 / 20 | 58 / 14 | 87 / 15 | 62 / 100 | |
| Bonifié | 34 / 60 | 26 / 15 | 42 / 20 | 13 / 5 | 32 / 100 | |
| Non bonifié | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Plafonné | 10 / 92 | 3 / 8 | 0 / — | 0 / — | 6 / 100 | |
| Ensemble | 100 / 56 | 100 / 18 | 100 / 15 | 100 / 11 | 100 / 100 | |

| Types de prêts \ Classes d'encours | Moins de 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | De 200 à 500 | 500 et plus | Ensemble |
|------------------------------------|-------------|-------------|--------------|--------------|-------------|------------|
| % des exploitations | 54 | 19 | 13 | 12 | 2 | 100 |
| Surbonifié | 78 12 | 73 14 | 69 17 | 78 37 | 62 20 | 72 100 |
| Bonifié | 21 11 | 26 17 | 28 23 | 18 27 | 22 22 | 22 100 |
| Non bonifié | 0 0 | E 1 | 3 10 | 4 23 | 16 66 | 6 100 |
| Plafonné | 1 52 | 1 48 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | E 100 |
| Ensemble | 100 11 | 100 14 | 100 18 | 100 34 | 100 23 | 100 100 |

b - 1980

Tableau 37.4.
Exploitations endettées
Répartition
de l'encours LMT
selon l'objet du prêt
et la classe d'encours LMT
en 1980 (en %)

| Objet des prêts \ Classes d'encours | Moins de 50 | De 50 à 100 | De 100 à 200 | De 200 à 500 | 500 et plus | Ensemble |
|-------------------------------------|-------------|-------------|--------------|--------------|-------------|----------|
| Foncier | 27 | 22 | 22 | 21 | 48 | 29 |
| Habitat | 11 | 7 | 14 | 7 | 10 | 9 |
| Calamités | 25 | 15 | 8 | 5 | 5 | 9 |
| JA | 7 | 13 | 17 | 22 | 9 | 15 |
| P S E | 19 | 16 | 19 | 10 | 8 | 13 |
| P S M | 0 | 0 | 5 | 31 | 15 | 15 |
| Autres | 11 | 22 | 15 | 4 | 5 | 10 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |